

**POUR BLOQUER MACRON
ET SA RÉFORME**



RECONDUIRE



AMPLIFIER

ÉTENDRE LA

GRÈVE

Dossier

**GRÈVE GÉNÉRALE,
AUTO-ORGANISATION,
CRISE POLITIQUE**

Pages 6 et 7

ÉDITO

**Le Maire, si tu savais,
ton chèque...** Page 2

PREMIER PLAN

**Antiracisme. La lutte
contre le projet de loi
Darmanin-Dussopt
continue** Page 3

ACTU INTERNATIONALE

**Macron en Afrique.
Connivence avec les
dictatures** Page 5

ACTU SOCIALE

**Entretien. «Reconquête
et l'extrême droite
entendent développer
une agitation permanente
à partir de l'exemple de
Callac»** Page 9

LIBRE EXPRESSION

**En librairies. Un «petit»
candidat face aux
«grands» médias**
Page 12

NPA
POUR NOS RETRAITES, CONTRE MACRON
LUNDI 13 MARS-19H30
MEETING
GRÈVES BLOCAGES JUSQU'AU
RETRAIT TOTAL
AVEC OLIVIER BESANCENOT,
CHRISTINE POUPIN, PAULINE SALINGUE,
ET PHILIPPE POUTOU
À LA BELLEVILLOISE - 19-21 RUE BOYER, PARIS 20E | M. SAMBETTA DU MÉNILMONTANT
NOUVEAUPARTIANTICAPITALISTE.ORG - LANTICAPITALISTE.ORG



édito

Par JULIEN SALINGUE

Le Maire, si tu savais, ton chèque...

«**C**hèque énergie», «chèque carburant», et maintenant «chèque alimentaire»? À en croire le ministre de l'Économie Bruno Le Maire, la dernière trouvaille du gouvernement pour lutter contre la hausse du coût de la vie serait donc une aide exceptionnelle sous forme de «chèque» pour «les plus modestes, ceux qui ont les revenus les plus faibles». Sans davantage de précisions. Dans le même temps, la grande distribution se serait engagée sur le principe d'un «trimestre anti-inflation» (sic) dont le principe, toujours selon Le Maire, serait de «mettre en rayon des produits du quotidien à des prix préférentiels pour les consommateurs et protéger le pouvoir d'achat». Le tout, bien évidemment, à la discrétion des distributeurs (Carrefour, Système U, Auchan, etc.), dont on imagine qu'ils seront fort généreux tant on connaît leur goût pour les solidarités. Pour le pouvoir, malgré une inflation sur les produits alimentaires estimée à 14,5% en un an par l'INSEE, deux principes demeurent: ne surtout pas augmenter les salaires et ne surtout pas contraindre les géants de la grande distribution à renoncer à leurs profits exorbitants. C'est ainsi que le projet de «panier anti-inflation», pourtant déjà peu ambitieux, qui consistait à exiger des distributeurs qu'il vende à prix presque coûtant une vingtaine de produits listés par les pouvoirs publics, a été abandonné. Avec cet aveu du ministre de l'Agriculture, Marc Fesneau: «C'est compliqué parce que les grands distributeurs ne sont pas forcément d'accord sur le panier». Le deux poids deux mesures du gouvernement est une fois de plus particulièrement frappant. Aux capitalistes, on «demande» de faire des «gestes», sans aucune forme de contrainte, et lorsqu'ils ne sont pas d'accord, on dit «Bon tant pis». Aux classes populaires, aux salariéEs et à la jeunesse, on impose toujours plus d'austérité, de précarité, de misère, et lorsque des millions de personnes font grève et/ou manifestent, on fait semblant de ne rien entendre et on n'hésite pas à réprimer. Il n'y a évidemment rien à attendre d'un tel gouvernement, au service des riches et des puissants, et seule notre mobilisation et notre détermination nous permettront d'arracher ce qui nous est dû: pour nos retraites, pour une augmentation générale des salaires et leur indexation sur l'inflation, pour reprendre ce qu'ils nous ont volé, c'est tout le pays qu'il faut bloquer!

BIEN DIT

Il y a urgence et ça ne marche pas de demander gentiment.

Un militant, cité par Reporterre, ayant participé à l'occupation/sabotage d'une centrale à béton polluante près de Lyon le 4 mars 2023.

À la Une

GRÈVE, BLOCAGE, MANIFS **Bloquons Macron et sa réforme des retraites!**

À La Joliette, à Marseille, la barre de béton devant laquelle les manifestantEs passent n'a pas échappé à l'unE des photographes qui couvrent la journée du 7 mars. «On veut une retraite de sénateur, à 35 ans», est-il écrit en rouge. Un message destiné à la chambre haute qui examine actuellement la réforme des retraites au pas de charge alors que la mobilisation se poursuit, et s'amplifie.

Le Sénat s'est manifestement donné pour objectif d'examiner le plus d'articles possible et de faire mieux que les députéEs à l'Assemblée nationale, quitte à réduire le débat à des silences courtois. Après les gesticulations, le «cause toujours»... l'autre face du parlementarisme, en quelque sorte!

Sénateurs, nous voulons votre retraite!

Pourtant, l'accélération des sénateurs, scrutée comme la fumée blanche au Vatican par les éditorialistes, est aussi la preuve, s'il en était besoin, que le pouvoir est entré dans une course de vitesse avec les manifestantEs. Le Sénat doit boucler avant le 12 mars l'examen des 20 articles, et au passage, ne fera bien sûr qu'aller vers plus de libéralisme et moins de protection sociale... Vient d'être d'ailleurs soumis par LR un «CDI seniors», exonéré de cotisations familiales. D'ores et déjà qualifié de «contrat de dernière embauche» par les sénateurs de gauche, en référence au contrat de première embauche (CPE), ce énième cadeau aux entreprises apparaît encore trop cher à Gabriel Attal (800 millions d'euros par an), alors même que les dépenses d'indemnisation des 60-61 ans ont triplé entre 2010 et 2022, selon une récente étude de l'Unédic¹. Bref, pour la macronie ce passage au Sénat se révèle moins simple que prévu! Mais là n'est pas le souci. Du moins le nôtre. Que ces



messieurs-dames les sénateurEs et députéEs ne perdent pas tant leur temps à discuter! Qu'ils retirent leur projet de loi... Un point, c'est tout! Et puisque certains semblent suggérer qu'il existerait tout de même de possibles victoires institutionnelles, en proposant des référendums ou des dissolutions, nous le redisons: c'est par la mobilisation, la grève, le blocage du pays, que l'on obtiendra satisfaction!

Le 8 mars pour les droits des femmes et jusqu'au retrait

À l'heure où ces lignes sont écrites, les chiffres des mobilisations du 7 mars dans la rue montrent qu'elles ont été au moins aussi fortes, voire plus importantes, que lors des

journées de janvier et février. Dans les grandes villes, les cortèges sont toujours denses et longs: 700 000 à Paris, 245 000 à Marseille, 120 000 à Toulouse, 100 000 à Lille, 75 000 à Nantes, 53 000 à Grenoble, 50 000 à Lyon, 40 000 à Rennes, 37 000 à Clermont-Ferrand. Dans les villes moyennes et les petites villes, les défilés ont encore battu des records de fréquentation: 45 000 à Cherbourg, 30 000 au Mans et à Nice, 28 000 à Rouen, 25 000 à Toulon, 20 000 à Châteauroux et Lorient, 18 000 à Angoulême, 15 000 à Saint-Nazaire, 10 000 à Valenciennes, Auch et Lannion, 6 000 à Calais, 4 000 à Aurillac et 1 500 à Meaux! Et la liste est encore longue.

Sans compter, les dizaines de lieux privés d'énergie, les sept raffineries desquelles plus une goutte de carburant ne sort, les routes bloquées comme à Guéret dans la Creuse ou dans plusieurs dizaines d'autres villes, et les 40 universités et écoles bloquées et les 300 lycées mobilisés également. Le nombre de grévistes, le 7 mars, est en hausse après avoir amorcé une décline en février.

Amplifier la mobilisation

La bataille n'est pas finie, la semaine qui vient s'annonce décisive. La reconduction de la grève est désormais une stratégie collective sur laquelle il faut miser pour faire plier le gouvernement. Convaincre de se mobiliser, le rester, étendre à d'autres secteurs face à l'injustice et la régression sociale de cette réforme et des politiques de Macron est la tâche des prochains jours. Le 8 mars s'annonçait comme une journée inédite de convergence des mobilisations féministes et des luttes contre cette réforme des retraites. Les prochains jours, sans attendre, il faut amplifier, continuer, bloquer. Nous pouvons donner un coup d'accélérateur. Car après le 7, la preuve est faite que le mouvement ne s'enlise pas. Le 8 et le 9 mars doivent être l'occasion de le faire décoller, et ensuite il faudra poursuivre et ne rien lâcher. C'est nous qu'on va gagner!

Fabienne Dolet

1 - Unédic, «Articulation entre assurance chômage et retraites», 1^{er} mars 2023, en ligne sur <https://www.unedic.org/publications/articulation-entre-assurance-chomage-et-retraites>

SALON DE L'AGRICULTURE

La macronie productiviste face à l'agriculture paysanne

Un Salon de l'agriculture loin de la campagne, une macronie loin de tout, un productivisme et un élevage intensif qui ont de beaux jours devant eux, le végétal très peu visible et beaucoup de rancœurs. Ainsi peut se résumer cet événement connu et attendu.

De l'extérieur, il s'agit du plus grand Salon de France avec 615 000 visites en 2023 sur 8 jours. Cela en fait un moment particulier pour le monde agricole dans son ensemble, pour les métiers, pour l'évolution du secteur. L'imaginaire collectif le résume souvent à une photo du président

de la République et de quelques ministres, un animal comme identité du Salon, souvent un bovin, et enfin un monde agricole heureux et homogène, illustrant l'agriculture productiviste, autour de la FNSEA. Personne n'a en tête un Salon des secteurs de la santé ou du BTP. Tout le monde pense à celui de

l'agriculture dont les effectifs sont pourtant largement inférieurs. La communication est importante. L'envers du décor est pourtant fort différent.

Le Salon du président

Il y a tout d'abord la communication d'Emmanuel Macron par laquelle il

voudrait montrer une connaissance du secteur et notamment maintenir le lien de proximité (mais conflictuel) avec la FNSEA. Ensuite, il y a celle des apprentis politiques qui veulent coller au stéréotype de la «France rurale». Puis il y a ce militant de Dernière Rénovation interpellant vivement le pouvoir sur la catastrophe écologique en cours et son inaction écologique. Le «À quoi tu sers?» lancé à Macron par le militant en dit long sur l'ambiance. En réalité, en matière d'agriculture la macronie «sert» et elle sert même bien avec son soutien actif à l'agriculture productiviste, à l'agro-alimentaire et les renoncements sur les engagements écologiques déjà trop légers. L'appui permanent au secteur des pesticides en est un exemple marquant avec la réintroduction autorisée de certains d'entre eux parmi les plus toxiques

Un monde à changer

ACTIVISME DES FACHOS: LE BRUIT DE FOND NE DOIT PAS NOUS ÉTOURDIR.

Graffitis sur les locaux du Planning familial à Bordeaux, attaques contre l'Unef à Clermont-Ferrand, menaces de mort sur des journalistes bretons... La récente actualité donne l'impression d'une montée en flèche des violences et d'une prise de confiance des extrêmes droites.

Maintenir ses thèmes de campagne classiques («woke», immigration, famille...) évite à une partie des extrêmes droites de se faire invisibiliser par les questions sociales tandis que le mouvement sur les retraites bat son plein. En outre, leur haine congénitale du marxisme réactive les vieux réflexes contre les militantEs politiques ou syndicaux. La mobilisation sur les retraites

ne parvient pas à couvrir totalement les voix des extrêmes droites. Une partie, avec le RN, prétend même incarner l'opposition à la réforme de Macron.

Les bandes font de la politique avec leur méthode: violence et pression sur les militantEs de gauche, féministes, antiracistes. Mais ces exactions sont régulières depuis des années, plus ou moins prégnantes selon les villes. Cette nébuleuse se structure localement et agit sans être forcément poussée par un agenda national. La nouveauté tient dans la structuration de Reconquête qui cherche à exister face au RN et son groupe parlementaire. Réseaux «de vigilance», «lanceurs d'alerte» et relais complaisants dans divers médias dessinent l'armature de cet activisme. La dernière

mode est au militantisme contre l'installation de centres d'accueil d'immigréEs, dans la dynamique de «la mère des batailles» de Callac.

Pourtant à Saint-Brévin, pour une mobilisation nationale, les racistes se retrouvent à moins de 400, quand les contre-manifestantEs sont plus du double. Il n'y a aucune fatalité à les laisser prospérer. Les nerfs peuvent être dissuadés par des réflexes collectifs d'autodéfense. Il n'y a pas d'apparition anecdotique de l'extrême droite: la moindre d'entre elles doit être vite étouffée.

La prise de confiance de ses différentes composantes est ancienne. L'heure n'est plus aux réactions ponctuelles motivées par l'actualité, mais à une campagne permanente contre toutes les extrêmes droites. «Leurs avancées sont faites de nos reculs», disait-on déjà au début des années 1990.

Le chiffre 100 000

C'est le nombre de seniors en plus au chômage après la réforme des retraites de 2010. Selon une étude de l'Unedic parue le 1^{er} mars, entre 2010 et 2022, fin juin, 100 000 allocataires de plus sont indemnisés à 60 ans ou plus. À 60 et 61 ans, ils et elles sont 65 000 allocataires indemnisés de plus en 2022 qu'en 2010.

Sources: Unedic, Articulation entre assurance chômage et retraites, mars 2023. <https://www.unedic.org/publications/articulation-entre-assurance-chomage-et-retraites>

ANTIRACISME La lutte contre le projet de loi Darmanin-Dussopt continue

L'UCIJ regroupe de nombreuses associations et syndicats et coordonne les actions contre ce projet de loi. Celui-ci est bien plus qu'une loi répressive supplémentaire contre les migrantEs. Il programme leur expulsion en diminuant les moyens de leur défense et de leur protection. La propagande gouvernementale pour justifier ces mesures est la prétendue dangerosité des exiléEs qui les fait passer pour des délinquantEs. La loi Darmanin-Dussopt représentant une escalade raciste qui vise toutEs les étrangerEs et alimente les idées d'extrême droite. Nous avons vu à Saint-Brévin, à Callac et ailleurs que la lutte antimigrantEs est le terrain privilégié des néofascistes pour passer à l'action.

Des lois contre les plus démunis

C'est pourquoi ce projet doit être combattu et nous devons tout faire pour qu'il ne passe pas. Nous savons que c'est une bataille difficile. Le lien avec le mouvement massif contre la réforme des retraites n'est pas évident. Pourtant celle-ci, comme la réforme de l'assurance chômage et la loi Kasbarian sur le logement, s'en prend aux plus démunis de la société dont les migrantEs font partie. Elles ont

Depuis le 18 décembre, qui a ouvert les mobilisations contre la loi Darmanin, les journées de mobilisation se poursuivent: le 18 février, contre les CRA (centres de rétention administrative) dont le gouvernement prévoit d'augmenter le nombre; le 4 mars à l'appel de l'UCIJ (Union contre une immigration jetable).



UCIJ 2023

pour but de les précariser, de les paupériser encore davantage. Une victoire sur la réforme des retraites nous rendrait toutes et tous plus fortEs pour lutter contre toutes les attaques contre les pauvres.

Des actions dans près d'une vingtaine de villes

Le 4 mars, l'UCIJ avait appelé à une journée d'actions, journée inter-médiaire avant le 25 mars, proche

de la journée antiraciste, qui doit marquer un point fort de la mobilisation. Des actions ont eu lieu le 4 mars dans près d'une vingtaine de villes sous des formes diverses: rassemblements, réunions, fête antiraciste comme à Petit-Quevilly ou manifestations, parfois contre les CRA. À Perpignan, la manifestation dynamique a rassemblé 250 personnes: un bon chiffre, comparé aux autres initiatives en défense

des migrantEs dans cette ville, et symbolique à Perpignan dont le maire est au RN.

Parfois, il y a eu des réunions comme à Rouen où 130 personnes sont venuEs écouter durant 4 heures un samedi les explications sur les différents volets de la loi, ses aspects répressifs qui criminalisent les migrantEs, attaquent le droit d'asile. Il a été utile de discuter notamment avec celles et ceux qui peuvent avoir des illusions sur le titre de séjour temporaire «métiers en tension».

Dans les semaines qui viennent, il va falloir continuer à argumenter et préparer le 25 mars, jour où sont prévues des manifestations sur tout le territoire. Œuvrons pour qu'elles soient plus nombreuses que les précédentes et entraînent plus de monde. Cette journée doit marquer une montée en puissance et nous encourager à poursuivre dans la durée, car le vote final de la loi n'aura pas lieu avant mai-juin. Tout ce qui peut être consolidé et construit sera utile pour l'avenir. **Commission nationale immigration et antiracisme**

ou la prolongation d'autorisation d'usage. Au Salon, rien sur la biodiversité — pourtant essentielle à l'agriculture — qui continue de s'effondrer.

La réforme des retraites a rattrapé Macron qui s'est embourbé en expliquant, à l'inverse de son gouvernement, qu'elle favoriserait les salariéEs à temps plein par rapport aux personnes ayant fait carrière à temps partiel. Bref, un président montrant une fois de plus mépris et déconnexion.

Le Salon des agriculteurs et agricultrices

D'un côté, il y a la très visible FNSEA, satisfaite de la réussite du Salon et de la popularité de «l'agriculture française». On en oublierait presque que ses branches locales ont organisé tout récemment des «opérations fumier» pour dénoncer

leurs conditions de travail et les coûts divers en hausse... sans aller cependant jusqu'à réclamer, cela sans dire, une autre agriculture, mais bien au contraire plus d'aides publiques et de libéralisation avec des règles sanitaires et écologiques allégées.

La Confédération paysanne était aussi présente au Salon, favorisant la découverte d'une autre agriculture, paysanne, plus écologique et en lien avec des pratiques dites humaines, bien qu'il y ait débat sur le terme, jusque dans l'opinion, la profession et le syndicat.

Sa présence a permis de discuter sur l'évolution des pratiques et des productions que doit développer le secteur agricole au regard de la catastrophe écologique en cours. C'est avec cette approche que la Confédération paysanne et son réseau ont organisé en cette période



CHARMAG

de sécheresse la troisième édition du «Salon à la ferme», sur le thème de la gestion de l'eau notamment. À la ferme donc, au plus près du terrain et non pas à Paris.

Une initiative majeure que le NPA soutient pour ouvrir le champ des possibles en matière de rencontres

paysannes, de liens et de débats sur les changements de société à mettre en place. Le NPA revendique une agriculture agroécologique, biologique qui nourrisse sainement et rémunère correctement les paysanEs.

Commission nationale écologie



Agenda

Jeudi 9 mars, réunion débat contre la loi Darmanin, Strasbourg. À 19h30 à la Maison des syndicats, 1, rue Sédillot.

Lundi 13 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Christine Poupin, Olivier Besancenot et Pauline Salingue, Paris. À 19h30, à la Bellevilloise.

Samedi 25 mars, manifestation contre les mégabassines. À 10h, dans le Poitou.

Samedi 25 mars, manifestations contre le racisme et la loi Darmanin. À Paris, à 14h à République.

Mardi 28 mars, Rencontre-débat autour du livre Un «petit» candidat face aux «grands» médias, Paris 10^e. Organisé par Acrimed avec Philippe Poutou, Julien Salingue et Béatrice Walylo, à 19h, à la Bourse du travail, 3, rue du Château d'Eau.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveauanticapitaliste.org

NO COMMENT

C'est une réforme de gauche.

OLIVIER DUSSOPT, *Le Parisien*, 5 mars 2023.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
redaction@npa2009.org

Diffusion:
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

Directeur de publication:
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction:
Fabienne Brifault

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

TUNISIE Quand la France exporte ses théories racistes

Sur fond de crise économique, avec un État au bord de la cessation de paiement et un début de contestation de son pouvoir — devenu autocratique depuis son coup d'État constitutionnel du 25 juillet 2021, Kais Saïed, le président tunisien, a fait des déclarations qui ont déclenché une vague de violences racistes dans tout le pays.

Dans un communiqué du 21 février, Kais Saïed a annoncé des mesures contre le « phénomène de vague de migrants d'origine subsaharienne ». Il considère que ce phénomène est une « action criminelle qui a débuté au début 20^e siècle dans le but de changer la composition démographique de la Tunisie » pour, au total, transformer la Tunisie « en pays africain et non plus un pays arabe et musulman ». En outre, le communiqué accuse les « hordes de migrants illégaux de perpétrer des actes violents, criminels et contraires à la loi ».



Kais Saïed. WIKIMEDIA COMMONS

Offensive raciste menée par l'État

Il ne s'agit, ni plus ni moins, que d'une version complotiste de la « théorie » du grand remplacement popularisée par l'extrême droite française. Elle est ici alliée aux accusations d'augmentation de la criminalité imputables aux migrants « illégaux ». Et ces propos sont en contradiction avec la loi contre les discriminations votée en 2018 par le Parlement tunisien. De fait, le racisme anti-noir en Tunisie (et plus généralement au Maghreb) a une longue histoire et reste systémique. Cette offensive raciste directement menée par l'État est cependant une nouveauté.

Elle a eu immédiatement un impact : plusieurs dizaines de migrants se sont retrouvés harcelés par des personnes en armes. Certains ont été blessés et plusieurs rapportent également des viols. Des locataires ont été mis à la rue par leurs propriétaires, et des centaines de personnes campent à l'heure actuelle devant l'Observatoire international des migrations à Tunis. Certaines universités et plusieurs associations de solidarité ont demandé aux ressortissants de pays subsahariens de rester enfermés chez elles et eux. Il y a une atmosphère de peur parmi la population noire de Tunisie.

Garde-frontière de l'Europe

Les États européens ont décidé d'utiliser la Tunisie comme garde-frontière et financent effectivement l'externalisation des contrôles. « La Tunisie aurait ainsi intercepté 29 000 opérations d'immigration irrégulière en 2022, selon le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux. L'Europe fournit de nombreuses ressources dans la formation des garde-côtes, dont 20 millions en formations et en équipements. »¹

Ces événements coïncident également avec l'arrestation de plusieurs opposants politiques par la police « antiterroriste ». L'utilisation du racisme et la répression sont redevenues les techniques de base de maintien au pouvoir d'un président dont la légitimité part en lambeaux à grande vitesse. Malgré les interdictions et les arrestations, des manifestations de soutien aux migrants et contre le racisme ont eu lieu notamment à Tunis, montrant que, même affaiblie, la résistance existe toujours.

Édouard Soulier

1 - Linda Kaboudi et Nesrine Zribi, « Racisme en Tunisie: le pouvoir de la désinformation », sur <https://inkyfada.com/fr>.

USA L'élection du maire de Chicago sera une bataille entre la gauche et la droite démocrate

La premier tour de la primaire démocrate pour l'élection municipale à Chicago s'est tenu le 24 février.

Carl Sandburg, qui écrivit son célèbre poème *Chicago* en 1913, l'appelait « la ville aux larges épaules » parce qu'elle était alors et reste aujourd'hui dans une certaine mesure une ville industrielle et ouvrière. C'est un centre manufacturier, une plaque tournante du système de transport national d'où rayonnent les chemins de fer, les autoroutes et les compagnies aériennes, et aujourd'hui aussi un centre de technologie, de soins de santé et d'éducation. Près de trois millions de personnes vivent dans la ville et dix millions dans la zone métropolitaine. Par conséquent, le choix du dirigeant de la municipalité est important tant pour Chicago que pour le pays. Et après une primaire indécise du Parti démocrate, une bataille épique entre la gauche et la droite s'annonce dans l'élection du maire de la « ville des vents ».

Deux candidats que tout oppose

À Chicago, le parti républicain est pratiquement inexistant, de sorte que la primaire démocrate, qui s'est tenue cette année le 24 février, aurait permis de décider qui sera maire, si quelqu'un y avait obtenu la majorité. Mais personne ne l'a obtenue. La maire sortante, Lori Lightfoot, ancienne procureure du gouvernement, administratrice de la police de Chicago et femme noire ouvertement gay, s'était présentée et avait remporté le poste en tant que progressiste en 2019, mais cette année, elle s'est inclinée avec seulement 17% des voix. Certains électeurs étaient en colère contre les restrictions strictes qu'elle a imposées pendant la pandémie de Covid, d'autres étaient irrités par son incapacité à mettre



fin aux pillages qui ont accompagné les manifestations de Black Lives Matter à la suite du meurtre de George Floyd en 2020, d'autres encore étaient surtout préoccupés par les 836 homicides de la ville en 2021 (le taux de meurtres à Chicago est de 18,26 pour 100 000, ce qui la place au 28^e rang national). Les deux candidats ayant obtenu le plus de voix sont l'ancien directeur des écoles de Chicago, Paul Vallas, avec 33%, et Brandon Johnson, l'ancien organisateur du Chicago Teachers Union (syndicat des enseignants de Chicago) et commissaire du comté, avec 21%, et ils se retrouveront au second tour de l'élection qui aura lieu le 4 avril. Les deux candidats pourraient difficilement être plus différents. Vallas, qui est blanc et soutenu par le syndicat de la police, se présente principalement sur le thème la loi et l'ordre : plus de policiers, des inculpations plus sévères, des peines plus longues. Johnson, qui est noir et soutenu par

les syndicats d'employés publics de la ville, se présente sur une plateforme pro-travail qui demande des améliorations dans l'éducation, le logement et les soins de santé. Il a voté dans le passé pour rediriger une partie du budget de la police vers les services sociaux, tels que la santé mentale. Enfin, le membre du Congrès Chuy García, immigrant mexicain et progressiste de longue date qui a soutenu Bernie Sanders, est arrivé en quatrième position dans la course à la mairie avec 14% des voix, il ne participera donc pas au second tour.

Rien n'est joué

La gauche est très présente à Chicago. Cinq membres des Socialistes démocratiques d'Amérique (DSA) siègent au conseil municipal de Chicago, qui compte 50 membres, ainsi qu'un certain nombre d'autres progressistes. Le syndicat des enseignants de Chicago, dirigé par des réformateurs depuis 2010, a mené des grèves

militantes en 2012 et 2019 pour améliorer la situation des enseignantEs, mais aussi pour défendre l'enseignement public et améliorer l'éducation de la population à faible revenu et de la classe ouvrière de la ville. Il existe également des organisations communautaires progressistes dans les communautés noires et latinos qui ont une longue histoire de luttes pour le logement et la santé.

La question raciale sera certainement un facteur déterminant dans cette élection, étant donné la longue histoire de racisme et de tensions raciales de la ville. Chicago compte 35% de blancs, 29% de noirs, 29% de latinos et 7% d'asiatiques.

Pour gagner, Johnson devra récupérer la plupart des votes de Lori Lightfoot auprès de la communauté noire et les votes de Chuy García auprès des latinos. Il y a souvent des tensions entre noirs et Latinos (dont la plupart sont d'origine mexicaine), bien qu'ils s'unissent fréquemment dans des coalitions syndicales, communautaires et politiques. Les progressistes blancs voteront certainement pour Johnson. Vallas pourrait gagner de nombreux votes de la part des noirs qui sont peut-être plus préoccupés par la criminalité que les blancs, car de nombreux homicides se produisent dans leurs quartiers.

Les banquiers et les industriels de Chicago, qui ont historiquement été le pouvoir derrière le trône, préféreraient Vallas, bien qu'ils ne se soient pas prononcés. Même s'ils soutiennent Vallas, Johnson pourrait encore gagner. Nous verrons alors si il peut et veut mettre en œuvre son programme progressiste.

Dan La Botz, traduction HW

UKRAINE Un an après, une solidarité avec l'Ukraine qui gagne du terrain malgré tout

Pour le funeste premier anniversaire de l'invasion poutinienne en Ukraine, des rassemblements de grandeur variable ont eu lieu dans une trentaine de villes françaises.

Les rassemblements, principalement à l'initiative des associations ukrainiennes en France et coorganisés dans des cadres unitaires avec les organisations du Réseau français de solidarité avec l'Ukraine (RESU), ont porté des revendications claires de solidarité avec l'Ukraine. Ce sont sur des bases similaires que l'intersyndicale nationale française (regroupant sept des huit centrales françaises, exception faite de FO) a appelé à se joindre aux marches « pour une paix juste et durable et le retrait des troupes russes ». Parallèlement, des rassemblements étaient organisés le même jour par le Mouvement de la paix. Le cercle des organisations impliquées dans ces rassemblements ne comptant notablement aucun ukrainien ou russe anti-guerre était composé notamment du PCF, du MRAP, du PCOF. Dans différentes villes, les initiatives furent aussi rejointes par la FI, le POI, le POID, le PRCF, et par certaines structures locales de FO, de la CGT et de la FSU.

Clivages à gauche depuis le début du conflit

Ces deux dynamiques au sein du camp « progressiste » français font évidemment écho à des discours dissonants et renvoient aux clivages

importants à gauche depuis le début du conflit. En particulier, à la demande de « retrait des troupes russes de tout le territoire ukrainien » comme condition préalable à une paix juste et durable par le RESU s'oppose un appel à un « cessez-le-feu immédiat » par le Mouvement de la paix et ses affidés, actant de fait le statut quo dans les zones annexées par les Russes. C'est d'ailleurs sur ces bases que FO s'est retiré de l'intersyndicale nationale par voie de communiqué deux jours avant les manifestations, sous pression interne des courants lambertistes. Certaines organisations sont allées plus loin en demandant la fin des livraisons d'armes pour l'Ukraine et des sanctions contre la Russie — on retrouve ici les tendances FSM de la CGT, les courants néostalinien gravitant autour du PCF mais aussi une partie de la sphère trotskyste, dont Lutte ouvrière. Plus largement c'est dans un discours plaçant les responsabilités russes et celles de l'Otan sur un pied d'égalité dans la guerre actuelle que ces courants se retrouvent. Ainsi dans un tract du Mouvement de la paix distribué lors de la manifestation nantaise on



pouvait lire : « La Russie a envahi une partie de l'Ukraine, au mépris du droit international, afin de sécuriser ses frontières et protéger les russophones ».

Le RESU, une dynamique de solidarité

Cette inquiétante fracture, qui n'est pas près de s'estomper, ne doit pourtant pas cacher que c'est du côté du RESU que la dynamique se trouve. D'une part, les rassemblements qu'il organise sont bien plus fournis dans la plupart des villes (6 000 personnes contre à peine quelques centaines pour les deux initiatives parisiennes). D'autre

part, y convergent les diasporas antiguère ukrainienne, mais aussi russe, géorgienne, syrienne, etc., complètement absentes dans les rassemblements du Mouvement de la paix. Là où les jonctions ont été faites, les discours contre les livraisons d'armes et insistant sur l'Otan qui rajoute de « la guerre à la guerre » se sont fait huer par l'assistance (Lille et Saint-Brieuc notamment).

Le RESU a ainsi montré son efficacité et continue de s'étendre grâce à de nouveaux contacts et à la création à venir de nouveaux comités locaux. Le travail unitaire avec les organisations ukrainiennes s'améliore. À l'heure où l'offensive russe à Bakhmout témoigne de la volonté persistante du régime poutinien d'en finir avec l'Ukraine indépendante, ce troisième front de la solidarité internationale (après ceux militaires et civils en Ukraine) est plus que jamais vital. Une voix forte à gauche doit parvenir à la population ukrainienne, pour qui la persistance des troupes russes sur son territoire ne peut en aucun s'apparenter à une forme de paix.

Elias Vola

MACRON EN AFRIQUE

Connivence avec les dictatures

Pour mener l'offensive contre le rejet de la France sur le continent, Macron a organisé une tournée africaine précédée d'un discours qui se voulait « de rupture » mais reprend les vieilles sornettes sur la fin de la Françafrique. Le décalage entre affichage et réalité est tel que son coup de com' risque bien de produire l'effet inverse.

Avant de visiter quatre pays d'Afrique centrale, où les dirigeants sont au pouvoir à coups de fraudes électorales et les opposantEs régulièrement emprisonnés, Macron comme ses prédécesseurs a dans son discours proclamé une fois de plus que la Françafrique était du domaine du passé.

Langue de bois

Ce discours est dans la continuité du sommet Afrique-France de Montpellier en 2021. Sa principale fonction est de reprendre l'initiative face aux profondes oppositions que suscite la politique de la France sur le continent.

En dénonçant « le confort des grilles de lecture du passé, mesurant notre influence au nombre de nos opérations militaires », Macron tente de faire croire que le départ de l'armée française de Centrafrique, du Mali et dernièrement du Burkina Faso est du ressort de sa volonté politique. Si tel était le cas, rompre véritablement avec les « grilles de lecture du passé » supposerait notamment la fin de la présence militaire sur le continent. On en est loin, même si le maintien des troupes françaises en Afrique se pare dorénavant de l'ornement du partenariat. Une rengaine entendue depuis des décennies avec de piètres résultats. Et ce pour la simple raison que la plupart des armées africaines, comme les



autres appareils de l'État, sont gangrénées par l'incurie, la corruption et le clanisme. Ces armées ont comme fonction première d'organiser des putschs et de protéger les dictatures.

Brochette de dictateurs

Ce que la presse a retenu du discours de Macron est sa prétendue volonté d'humilité. Une qualité que l'on n'attribuerait pas spontanément au président français, mais qui lui sert bien pour justifier son absence de critique des dictatures. Il avait déjà fait le coup en juillet 2022 à propos du pouvoir despotique de Biya au Cameroun

en déclarant : « La France n'a pas de leçon à donner à qui que ce soit » Vu le programme du voyage, de l'humilité il en a fallu des tonnes ! Puisque les quatre pays sont le Gabon avec un pouvoir des Bongo de père en fils depuis 1967, l'Angola dirigé par le même parti depuis son indépendance en 1975, le Congo-Brazzaville où Sassou-Nguesso tient les rênes du pays depuis 44 ans après un coup d'État sanglant, soutenu par Elf ancêtre de TotalEnergies et enfin la RDC où Tshisekedi a inversé le résultat des élections en magouillant avec Joseph Kabila. Tout ceci adoube par le ministre des Affaires étrangères de l'époque

Jean-Yves Le Drian, qui déclarait en février 2019 : « L'élection s'est achevée finalement par une espèce de compromis à l'africaine. Je ne vois pas pourquoi on le remettrait en cause aujourd'hui. Félix Tshisekedi est devenu président dans une configuration très particulière et propre à la République du Congo ».

Marketing verdâtre

C'est donc auprès de ces hôtes peu reluisants que Macron a joué les VRP pour les grandes industries françaises. Ainsi en Angola, outre TotalEnergies qui exploite 45% du pétrole, Macron a tenté de vendre les industries agroalimentaires. Au Gabon, dont l'espace forestier recouvre près de 80% du territoire, Macron aide le fils Bongo à se parer d'une image écolo en co-organisant l'événement One Forest Summit. Une façon bien commode de faire oublier la passivité des autorités avec la société pétrolière française Perenco coupable de pollution. Un pouvoir qui fait aussi l'impasse sur les mines d'uranium de Mounana qui ont déversé pendant des décennies des produits radioactifs et laissés, avec la complicité d'Areva, les populations utiliser du matériel radioactif de la mine pour construire hôpitaux et écoles. Dans sa déclaration, Macron affirme que « la France est un pays qui soutient, en Afrique comme ailleurs, la démocratie et la liberté ». Le bilan de son récent voyage est un démenti de son discours, son accointance avec les dirigeants corrompus était flagrante. Fortement rejetée en Afrique de l'Ouest, la politique française risque fort de l'être aussi en Afrique centrale.

Paul Martial

ISRAËL/PALESTINE Un gouvernement d'extrême droite pyromane

Les réflexions du journaliste israélien Meron Rapoport une semaine après l'attaque des colons contre le village de Huwara, à proximité de Naplouse.

Quelques jours avant le pogrom [de Huwara], le ministre des Finances, Bezalel Smotrich, s'est vu confier la pleine autorité sur la plupart des éléments de la vie quotidienne en Cisjordanie, y compris la planification, la construction et les infrastructures, devenant ainsi le gouverneur général des territoires occupés. Smotrich appelle cette réforme la « citoyenneté égale », mais il a clairement indiqué que l'« égalité » ne s'applique qu'aux citoyens israéliens, c'est-à-dire aux colons juifs vivant en Cisjordanie. En Afrique du Sud, on appelait ce régime de suprématie blanche l'apartheid. En Israël, la suprématie juive est appelée « citoyenneté égale ». On ne peut nier que Smotrich a le sens de l'humour.

Une annexion formelle ?

Le transfert de l'autorité sur un territoire sous occupation militaire à un ministre civil a été décrit à juste titre comme une annexion formelle. Mais aux yeux de Smotrich, et aux yeux du ministre de la Sécurité nationale Itamar Ben Gvir, l'annexion est une vieille histoire. « Appliquer la souveraineté » — l'euphémisme de la droite



pour annexer la Cisjordanie — peut inclure l'octroi de certains droits, notamment le droit de vote, aux Palestiniens annexés. Mais cela n'a jamais été l'agenda suprémaciste juif. Ce que veulent Ben Gvir et Smotrich, ce n'est pas la « souveraineté » sur les Palestiniens ; ils veulent mettre fin au conflit une fois pour toutes avec une victoire israélienne. Smotrich a exposé cette vision dans son « Plan décisif » de 2017, qui proposait aux Palestiniens de choisir entre l'apartheid ou la Nakba [l'expulsion],

Ben Gvir a passé sa jeunesse dans le mouvement kahaniste Kach, qui prône officiellement l'expulsion des Palestiniens et la révocation de la citoyenneté de toute personne qui n'accepte pas Israël comme un « État juif. » Ce programme d'extrême droite visant à « résoudre le conflit » a joué un rôle de premier plan dans la campagne électorale du Parti du sionisme religieux de Smotrich. Ben Gvir a déclaré qu'il allait « ramener la souveraineté », « rétablir l'ordre » dans

les villes dites mixtes et montrer aux Arabes qui est le véritable « seigneur de la terre ». Le succès électoral de la liste a révélé à quel point l'extrême droite est puissante et populaire. Netanyahu, avec sa politique de « gestion du conflit » et d'annexion rampante, est l'homme du passé.

En finir avec les Palestiniens

La politique visant à mettre les Palestiniens au pas est désormais intégrée à un autre objectif du nouveau gouvernement : éliminer les éléments libéraux de la société juive israélienne, au premier rang desquels la Cour suprême. Ben Gvir et Smotrich ont un penchant particulier pour l'oppression et l'humiliation de la communauté LGBT, ainsi que pour la vengeance contre ce qu'ils considèrent comme la « gauche ». Mais à leurs yeux, ces combats sont secondaires. Ils ont besoin d'écraser la Cour suprême — qu'ils considèrent comme le dernier bastion de défense des minorités en Israël — afin d'ouvrir la voie à ce qui est vraiment important pour eux : abattre les Palestiniens pour de bon. Ce qui s'est passé à Huwara fait non seulement écho aux projets des plus hauts responsables du gouvernement, mais est aussi la poursuite directe des mesures très concrètes qu'ils ont prises pour nous amener là où nous sommes aujourd'hui. Mais, à l'instar de leurs projets de réforme judiciaire, les pogroms et la violence pourraient très bien se retourner contre eux et entraîner la chute du gouvernement.

Meron Rapoport, traduction J.S.

Version intégrale (en anglais) sur 972mag.com.

GRÈCE « Nos morts, leurs profits »

Le soir du mardi 28 février, dans la région de Tèmbi, au nord de Larissa, un train de 350 voyageurEs est entré en collision, à pleine vitesse, avec un train de marchandises, après que le premier avait été aiguillé par erreur sur la même voie que le second. Le bilan est terrible, après que les locomotives et les premiers wagons ont comme explosé sous le choc et ont pris feu : au moins 57 morts, parmi lesquels les sept cheminotEs des deux trains.

Depuis lors, une intense émotion et une immense colère montent en Grèce contre l'état d'abandon dans lequel les différents gouvernements des dix dernières années au moins ont laissé les chemins de fer, provoquant malgré les nombreuses alertes la tragédie de Tèmbi.

Une vague de colère s'est levée

Dans le train accidenté se trouvaient de nombreux jeunes, de retour à Thessalonique après quelques jours de congés marquant fin février, le carnaval (le plus fréquenté a lieu à Patras) et le « Lundi pur », jour férié. Et si, très vite, la colère s'est exprimée dans une grande partie de la population — bien des gens ont vécu les multiples incidents ferroviaires des dernières années, par rapport auxquels rien n'a été fait par l'administration, la jeunesse a fait entendre un véritable cri de révolte : « Ce n'est pas une erreur, c'est un crime ». Colère faite d'une émotion ressentie par toutes et tous face à la cruauté des circonstances, à la douleur des familles : elle s'est exprimée dans les figures corporelles formées dans les rues ou les établissements scolaires par les jeunes pour écrire « Préviens-moi quand tu seras arrivéE », phrase voulue comme dérisoire, connue de tous les jeunes et par laquelle parents ou proches leur demandent de les rassurer au retour d'une soirée mais aussi au terme de leur voyage, ce qui en dit long sur le sentiment de sécurité sur les routes et sur les rails... Colère aussi car les jeunes ont parfaitement compris la raison de fond de cet accident. Le mot d'ordre « Nos morts, leurs profits » n'était pas écrit ou scandé par les seules organisations syndicales (comme l'UL du Pirée) ou politiques, mais repris par de très nombreux jeunes lycéenEs ou collégienEs.

Manifestations quotidiennes

Dès mercredi soir, de premières manifestations ont eu lieu à l'appel de la gauche radicale et anticapitaliste, avec à Athènes de premières violences policières. Idem le jeudi, avec une participation syndicale plus fournie, et à Athènes, la transformation d'un rassemblement prévu par les artistes en lutte en une manifestation de colère en direction de la gare d'Athènes. Et vendredi, on a vu dans tout le pays des rassemblements et des manifs de la jeunesse scolarisée, pendant que des occupations d'établissements ont débuté. Visiblement, le Premier ministre Mitsotakis semble — à raison — craindre une véritable révolte de la jeunesse, et la bourgeoisie grecque vit depuis 2008 dans la crainte que se reproduise un tel mouvement qui l'avait assez sérieusement déstabilisée. Alors, vendredi soir, pendant un rassemblement silencieux en hommage aux victimes, avec des milliers de participantEs, la police a encore chargé : preuve si nécessaire que ce gouvernement d'une part n'a rien à offrir aux jeunes que la répression et la régression des droits, mais aussi qu'il sait à quel point ses quatre ans de gouvernement ont été une agression permanente contre les jeunes, avec la police dans les facts, la réaction intégriste de la ministre de l'Éducation, la chasse aux réfugiéEs et de manière générale le racisme et la politique anti-jeunes. Dans ces conditions, la tragédie de Tèmbi est largement ressentie, avec le grand nombre de jeunes victimes, comme une preuve terrible du mépris de ce gouvernement et plus généralement de ce système économique pour la jeunesse. Les jours qui viennent montreront si la mobilisation s'intensifie, de nouveaux rendez-vous sont donnés, et de son côté, le syndicat cheminot a prolongé de 48 heures la grève lancée jeudi et vendredi. Et dimanche de nouvelles manifestations ont été organisées, notamment à l'appel des cheminotEs.

A. Sartzekis, à Athènes, le 4 mars 2023

Version intégrale sur anticapitaliste.org

THÉORIE LES MARXISTES ET LA GRÈVE GÉNÉRALE

Petit retour pour éclairer les enjeux actuels autour du mouvement en cours et de la situation sociale et politique.

Après la vague de grèves en Russie de 1905, Rosa Luxemburg¹, dans *Grève de masse, parti et syndicat*, révisé la conception marxiste formulée par Engels en critique de l'anarchisme : « la grève générale est, dans le programme de Bakounine, le levier qui sert à déclencher la révolution sociale. Un beau matin tous les ouvriers de toutes les entreprises d'un pays ou même du monde entier abandonnent le travail, obligeant ainsi, en quatre semaines tout au plus, les classes possédantes soit à capituler, soit à attaquer les ouvriers » qui pourraient ainsi « abattre la vieille société tout entière »².

« La Révolution produit la grève en masse »

Pour prendre le pouvoir politique, la majorité du parti social-démocrate allemand appliquait la « tactique éprouvée » du travail municipal et parlementaire, estimant que la grève générale n'est possible que si la majorité du prolétariat est organisée, majorité qui trouverait alors une réponse ailleurs que dans la grève. Face à la routine, Rosa Luxemburg montre que des changements brusques peuvent briser le cours de cette progression graduelle, faire entrer de nouvelles forces en action. C'est une nouvelle approche de la grève générale ni fabriquée ni décidée, comme « un phénomène historique se produisant à un certain moment, par une nécessité historique sortant des conditions sociales »³, un mouvement qui entraîne les couches larges du prolétariat non organisées (qui peuvent être même plus avancées dans la lutte). Elle n'est pas une action particulière : elle est « le caractère, le résumé de toute une période de luttes de classes » dans laquelle les « grèves de pure démonstration politique » ne jouent qu'un rôle secondaire. Dans les « grèves de combat », l'élément politique ne peut être séparé de l'élément économique, les victoires politiques impulsent le combat économique, les avancées revendicatives nourrissent l'explosion de conflits politiques, le tout permettant le développement de la conscience de classe dans la pratique. Les grèves russes montrent que « ce n'est pas la grève en masse qui produit la Révolution, c'est la Révolution qui produit la grève en masse », elle ne peut donc être provoquée de toutes pièces par décision politique. En conséquence, « entreprendre une propagande en règle pour la grève de masse, vouloir colporter cette "idée" pour y gagner peu à peu la classe ouvrière serait une occupation aussi oiseuse, aussi vaine et insipide que d'entreprendre une campagne de propagande pour l'idée de la révolution ou du combat sur les barricades ». La tâche la plus importante du parti n'est pas de se casser la tête avec les questions techniques, c'est de donner à la bataille son mot d'ordre, sa tendance « de façon qu'en toute phase et à tout moment soit réalisée et mise en activité la somme entière de la puissance déjà engagée dont le prolétariat dispose ».

Un affrontement objectivement politique

Cette analyse n'aborde pas la place de la grève générale dans la prise

du pouvoir. Or, le débat prend une nouvelle forme dans les années 1960, avec l'hypothèse stratégique formulée par Ernest Mandel. Lui aussi critique la grève générale syndicaliste-révolutionnaire qui « sous-estime le problème du pouvoir politique et [qu'elle] croit qu'il suffit à la classe ouvrière d'arrêter le travail sur le plan économique et de reprendre la direction des entreprises sous son propre guide au niveau de la vie économique pour que la société bourgeoise s'effondre. Il y a sous-estimation grave, catastrophique même, du problème de l'État, du problème du gouvernement, du problème de l'armement, de la nécessaire transformation de la grève générale en une insurrection »⁴. Lui aussi caractérise la grève générale par son atmosphère, celle d'un affrontement entre les classes, objectivement politique « du fait qu'elle implique un affrontement avec la bourgeoisie dans son ensemble et avec l'État bourgeois ». Pour gagner dans cet affrontement, il est indispensable que se crée une situation de double pouvoir. Ernest Mandel formule une hypothèse de prise du pouvoir dans les pays fortement industrialisés, proche des crises révolutionnaires d'Espagne des années 1930, de France de 1936 et 1968, d'Italie en 1948 et 1966-1970, de Belgique en 1960-1961 : dans une situation de grève générale, l'approfondissement des expériences de contrôle ouvrier, leur généralisation, la transformation des comités de grève⁵ en conseils ouvriers, permettent une élévation du niveau de conscience, le passage d'une « situation pré-révolutionnaire à une situation révolutionnaire ». Dans cette hypothèse de prise du pouvoir par le prolétariat « ce qui est absolument décisif c'est la préparation des conditions subjectives nécessaires pour faire adopter par la classe ouvrière dans sa majorité la nécessité d'une épreuve de force décisive avec la bourgeoisie ».

Une hypothèse permet d'orienter l'activité militante dans les crises qui surviennent. La réalité est toujours plus complexe, comme l'ont montré les révolutions du demi-siècle écoulé. Les grèves de masse, parfois les grèves générales, y ont joué un rôle important dans la maturation de la conscience de classe, tout en confirmant que si elles posent la question du pouvoir, elles ne la résolvent pas : pour transformer les rapports sociaux, la question clé reste bien celle du pouvoir politique.

Patrick Le Moal

1 – Née en Pologne, alors dans l'Empire russe, elle joue un rôle important dans la fondation du parti social-démocrate en Pologne et Lituanie, avant de partir en Allemagne où elle va rapidement devenir une dirigeante de premier plan du plus grand parti socialiste de l'époque, le SPD.

2 – En 1873, *Die Bakunisten an der Arbeit*, dans le recueil d'articles intitulé : *Internationales aus dem Volksstaat*, p. 20.

3 – R. Luxemburg, *Grève de masse, parti et syndicats*, Éditions Maspero 1968, p. 15. https://www.marxists.org/francais/luxembur/gr_p_s/greve1.htm

4 – E. Mandel, « Qu'est-ce que la grève générale », *Brochure Jeune Garde socialiste*, 1996.

5 – Sans vouloir qu'ils soient comme les soviets russes de 1905 et 1917 : d'autres formes peuvent apparaître.



GRÈVE GÉNÉRALE, AUTO-ORGANISATION, CRISE POLITIQUE

Alors que le bras de fer contre le projet de contre-réforme des retraites du gouvernement s'intensifie, la grève générale apparaît comme un outil indispensable. Comment se décide-t-elle ?

1995 « L'ORGANISATION DÉMOCRATIQUE RESTE LA CONDITION D'UNE MOBILISATION SOLIDE ET DURABLE »

Le 15 novembre 1995, Alain Juppé, Premier ministre, annonce son « Plan » qui vise à étendre au secteur public l'allongement de la durée de cotisations pour la retraite qui s'applique au privé depuis les lois Balladur de 1993 et qui réforme durablement la protection sociale. Sa réforme des retraites est balayée par un mouvement de grèves qui paralyse la France pendant trois semaines. Dans plusieurs villes de France, les travailleurs se coordonnent, s'organisent, comme à Rouen où l'auto-organisation faisait de la ville un fer de lance de la mobilisation à l'échelle nationale. **Christine Poupin**, alors syndicaliste dans l'industrie chimique, se souvient pour l'Anticapitaliste.

En novembre-décembre 1995, on a parlé de « grève par procuration ». Si tous ne faisaient pas grève, le soutien de la population aux grévistes était massif. Qui s'est mobilisé à ce moment-là, à Rouen en particulier ?

Dès le 10 octobre, la manifestation contre le blocage des salaires des fonctionnaires est puissante, à l'image du rejet de Chirac et du gouvernement Juppé. Des syndicats du privé, Renault Cléon et d'autres, y appellent.

Le mouvement contre le plan Juppé commence le 24 novembre. L'énorme manifestation est « chauffée » par un très gros cortège des cheminotEs. Le lendemain, alors que huit cars partiront de Rouen pour participer à la manifestation féministe, les roulants SNCF votent la



grève reconductible et appellent « l'ensemble des travailleurs, des chômeurs, des jeunes à entrer en lutte à leurs côtés ». Ils sont rejoints par les autres cheminotEs et les travailleurEs du Centre de Tri PTT, puis par les Télécom, l'hôpital psychiatrique et le CHU, EDF et de nombreux secteurs de la fonction publique.

Dans les manifs de plus en plus nombreuses, si les fonctionnaires et assimilés sont de très loin majoritaires, il y a aussi d'importants cortèges de la métallurgie ou de la chimie et beaucoup d'autres salariéEs du privé, en grève sur ces journées.

Se conjuguent des grèves reconductibles très puissantes dans certains secteurs, une activité déterminée des grévistes pour étendre la grève au privé, relayée

MOUVEMENT OUVRIER LES SYNDICATS ET LA GRÈVE GÉNÉRALE

« Pour lancer la grève générale, il ne suffit pas d'appuyer sur un bouton », telle est la réponse classique d'un « responsable » syndical confronté à d'insistants « gauchistes » critiquant le refus des syndicats d'appeler à celle-ci. Dans l'histoire, les appels à la grève générale sont rares et les résultats inégaux.

Dès avant la reconnaissance des syndicats, les anarchistes préconisent la grève générale. Des syndicalistes définissent la CGT comme « parti du travail », et le quotidien *la Bataille syndicaliste* fait du syndicat « le socialisme de la classe ouvrière... instrument par excellence de la lutte de classe ». La motion du Congrès d'Amiens, fondée sur la « reconnaissance de la lutte de classe » et dans la perspective d'une « émancipation intégrale », érige la grève générale en « moyen d'action », proclame l'indépendance à l'égard des partis et de l'État et définit la « double besogne » syndicale, revendicative et révolutionnaire.

Aux origines

La débâcle de l'internationalisme ouvrier de 1914 entraîne celle de la grève générale. Si la CGT garde dans ses « gènes » l'idée de la grève générale, la guerre mondiale impose une redéfinition du syndicalisme.

En 1920, échec de la grève par vagues à partir de celle des cheminots de 1920, terriblement réprimée (18 000 agents révoqués, rayés des cadres ou licenciés, 5% des membres de la corporation). En 1923, en riposte à la répression qui s'est abattue sur les métallos du Havre, la CGT-U appelle à la grève générale. Le trop court délai de mobilisation de deux jours, la CGT « réformiste » qui ne se joint pas à l'appel et le PC qui hésite à appeler, au nom de la séparation entre l'action syndicale et celle du parti, en font un échec.

Au lendemain de la journée du 6 février 1934, la CGT lance un appel à la grève générale de 24 heures pour le 12 février, rejointe rapidement par la SFIO puis par la CGT-U et le Parti communiste contre les menaces de fascisme et pour la défense des libertés publiques. Avec des manifestations dans 350 villes et un million de manifestantEs, c'est un succès qui initiera la réunification syndicale et la victoire du Front populaire en juin 1936.

1936 : des grèves venues d'en bas

À l'opposé de la grève « politique » du 12 février, la grève générale de juin 1936 s'est construite à partir des entreprises du secteur privé sans toucher le secteur public. Revendications et conquêtes ouvrières telles que les 40 heures et les congés payés répondent à la surexploitation entraînée par la crise économique dans des entreprises en cours de restructuration autour du fordisme et du taylorisme. D'un autre côté conventions collectives, contrat de travail et droit syndical s'inscrivent dans un ordre social où les entreprises restent la propriété de leurs actionnaires.

Si les luttes ne cessent pas avec les accords de Matignon, la volonté gouvernementale de réarmement, les difficultés économiques et le refus d'une reprise en main par le patronat dans les usines alimentent des grèves combattives. Le gouvernement s'attaque à la semaine de 40 heures. Face à la répression brutale des premières



À partir de la dépenalisation de la grève en 1864, être gréviste n'est plus un délit, mais reste un motif de licenciement accepté par les tribunaux, qui conduit à des dizaines de milliers de licenciements jusqu'à la constitutionnalisation de la grève en 1946 et l'interdiction de licenciement par le code en travail avec la loi du 11 février 1950 : « La grève ne rompt pas le contrat de travail, sauf faute lourde imputable au salarié. »

mobilisations, la CGT à appelle à une grève générale le 30 novembre 1938. Gouvernement et patronat alimentent une violente propagande contre la grève. Très inégale dans le privé, significative dans les grandes entreprises, à Paris et Marseille, la grève est un échec presque complet dans le secteur public. Les répressions patronale, judiciaire, administrative s'abattent sur tout le mouvement ouvrier : 800 000 lock-outés, des milliers d'ouvriers licenciés, 2000 militants condamnés à des peines de prison de quinze jours à dix mois. Les licenciements frappent surtout les dirigeants syndicaux et les délégués d'ateliers, les organisations ouvrières sont affaiblies, parfois brisées, exclues de certaines entreprises. Les effectifs de la CGT passent de près de 5 millions en 1937 à 2,8 millions en 1939.

De la Seconde Guerre aux Trente Glorieuses

Changement de situation avec la Seconde Guerre mondiale. Dès le 14 juillet, les grèves politiques se multiplient. Le 10 août 1944, les huit principaux centres ferroviaires de la région parisienne se mettent en grève et paralysent le trafic, donnant le signal de l'action. CFTC et CGT appellent à la grève générale insurrectionnelle le 18 août 1944. En une semaine, le mouvement gréviste s'étend et gagne l'ensemble des services publics. Des affiches prônant la mobilisation générale fleurissent sur les murs avec comme mot d'ordre : « Que la grève générale devienne effective, mort aux boches et aux traîtres, les Alliés doivent entrer dans un Paris libéré ». Appoint marginal sur le plan militaire, la grève parachève la désorganisation économique et correspond à un ralliement large de la population.

Le contexte de la guerre froide est marqué par la mainmise politique

du PCF sur la CGT, les fracturations syndicales. D'importantes grèves partielles ont lieu : 1947, Renault, 1948, 1963 (mineurs). La question de la grève générale revient en Mai 68. Démarrée dans la foulée de la manifestation du 13 mai en riposte à la répression contre les étudiants, la grève se généralise sans appel national, à partir des revendications d'entreprises, appuyée par des militants syndicaux souvent membres du PCF. La puissance du mouvement (près de 10 millions de grévistes et l'activité économique du pays à l'arrêt total pendant plusieurs semaines), l'étendue des revendications (des augmentations de salaires à la participation à la gestion de l'entreprise en passant par le refus de la dictature de la hiérarchie) conforte l'idée que la grève générale est une grève politique. Et qui, faute de solution « politique », connaît une fin chaotique. La CGT laisse au PCF la prérogative de la bataille politique qu'il refuse d'entamer sous forme de rupture révolutionnaire tout en échouant à construire un nouveau Front populaire avec la social-démocratie. Tout au cours des années suivantes, d'importantes grèves se sont succédées. Parmi celles-ci, la grève Renault d'avril-mai 1971, que les dirigeants CGT disloquent en grèves tournantes. À l'occasion de ce mouvement, Georges Séguy, secrétaire général de la CGT, explique : « Du point de vue de la combativité, il ne faudrait pas grand-chose pour en arriver là (à un éventuel mai-juin 1968). Mais les conditions pour déboucher sur un changement politique dans notre pays ne sont pas réalisées. Ce qui pèse aussi sur les luttes syndicales. »

Des échecs répétés

En 1995, la question de la grève générale se repose. Nouveau changement de contexte : les

crises économiques, les brutales réorganisations de l'appareil industriel et économique et la chute du Mur de Berlin ont profondément modifié le paysage politique et syndical. En s'attaquant à un des fondements du pacte social issu de la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement provoque une confrontation radicale avec le mouvement syndical qu'on a élargi à cette époque en mouvement social. Mises en cause de la Sécurité sociale et de sa gestion par les organisations syndicales et des systèmes de retraites dans le secteur public constituent une provocation inacceptable pour les syndicats. Patiemment construite dans les mois précédents, la grève se généralise dans le secteur des transports puis à l'ensemble de la fonction publique. Le secteur privé reste sur le bord du trottoir dans la « grève par procuration ». Par le blocage de l'activité économique du pays mais aussi ses côtés festifs, la multiplication et la connotation des espaces de débats, on retrouve le climat social des grèves générales de 1936 et 1968 malgré l'absence de mobilisation significative dans le secteur privé. Les concessions du pouvoir sur les régimes spéciaux, le soutien apporté par la direction de la CFDT et l'incapacité des syndicats « moteurs » (CGT, FO, Solidaires, FSU) à étendre la mobilisation au-delà du public aboutissent à une fin de mouvement qui, tout en laissant des traces dans les consciences, n'aura gagné que sur une partie des enjeux.

Restées par les difficultés de mobilisation et de faibles grèves dans le secteur privé, les grandes mobilisations des décennies suivantes se construiront essentiellement autour de grandes manifestations et, hormis le retrait du CPE en 2006, se solderont par des échecs répétés.

Des questions plus que jamais d'actualité

Tirer des conclusions générales est difficile compte tenu de l'hétérogénéité des situations sociales et politiques. Des appels à des grèves générales à l'initiative des organisations syndicales ont tiré des bilans contrastés. Incapacité en 1914, échecs en 1921 et 1938, réussites les 12 février 1934, août 1944, avril 1961 (putsch des généraux), le 13 mai 1968.

Dans les situations de généralisation des grèves sous pression de la « base » (1936, 1968, 1995), c'est la dimension politique prise de fait par l'ampleur des mobilisations qui paralyse les syndicats par un double refus. D'une part, le refus de se poser comme alternative politique au régime en place y compris en convergence avec les partis de gauche. D'autre part, le refus obsessionnel de construction d'organes d'auto-organisation qui signifie remise en cause des appareils syndicaux comme structures encadrant la classe ouvrière. Même dans les années où l'autogestion était devenue une sorte de mode partagée, les organisations syndicales n'ont jamais commencé à s'engager dans cette voie.

Robert Pelletier

à l'intérieur par des équipes militantes et une solidarité extraordinaire de la population.

La détermination était forte à la base. L'unité syndicale était-elle alors au rendez-vous ? Comment étaient les relations entre syndicats à Rouen ? Et les syndicats avec leur confédération ?

La CFDT, qui refuse la remise en cause des retraites des fonctionnaires mais soutient le plan Juppé, quittera vite le front syndical et agira contre la grève. Des sections entières, en particulier à la SNCF, s'affrontent à la direction de la CFDT et participent activement aux intersyndicales. Nationalement, seul SUD appelle à discuter de la grève en AG, la CGT, FO et la FSU n'appellent pas à la grève générale et adoptent la stratégie des « temps forts » des 5, 8, 12, 16 décembre.

Localement, les secteurs mobilisés, intersyndicales, AG ou syndicats s'emparent de ces journées comme de points d'appui pour construire et élargir la grève reconductible. Les grévistes, souvent avec les syndicats, interpellent les directions pour qu'elles appellent à la grève générale mais, sans les attendre, font ce que les confédérations, les UL (unions locales) et les UD (union départementales) se refusent à faire : propager la grève.

À Rouen, vous aviez un Comité unitaire d'organisation. Comment fonctionnait-il ? Qui regroupait-il ? Est-ce que ses décisions pouvaient entrer en contradiction avec celles des directions syndicales ?

Les roulants, riches d'une expérience d'auto-organisation depuis 1986, prennent l'initiative le 27 novembre d'appeler à une AG commune des différents secteurs SNCF en grève. Cette AG mettra rapidement en place le Comité unitaire d'organisation de la grève composé de représentantEs éluEs des AG de secteurs — qui chaque matin discutent et votent la grève — et des représentants des syndicats. Le Comité fait des propositions à l'AG-meeting de l'après-midi et organise l'activité des grévistes.

Alors que la grève interprofessionnelle s'étend, les secteurs mobilisés prennent l'habitude d'envoyer des délégations à la Fosse (lieu de l'AG) qui devient le cœur vivant de la lutte. Le Comité décide alors d'inviter des représentantEs de ces secteurs à discuter des initiatives à prendre. Ce rendez-vous regroupera jusqu'à une centaine de militantEs de la grève générale.

La contradiction avec la stratégie des directions syndicales éclate le 12 décembre quand elles manœuvrent pour empêcher l'encerclement de la Préfecture et le « forum des luttes » prévu par le Comité à la fin de la manifestation.

Nationalement, les directions confédérales gardent la main. Quand Juppé commence à reculer, FO et la CGT s'empressent de siffler la fin de la partie. Le mouvement gréviste reflue et pourtant la manifestation du samedi 16 décembre est la plus importante. Les cheminotEs empêchent les dirigeants syndicaux d'en prendre la tête.

Depuis d'autres contre-réformes sont passées malgré des mobilisations importantes, comme en 2010. Quels enseignements peut-on tirer de 1995 ? Est-ce que ce qui compte, c'est la conscience de nos intérêts communs et la confiance en notre force collective ?

S'il ne s'agissait pas d'un véritable comité de grève interprofessionnel — l'impulsion venant essentiellement des cheminotEs —, les liens tissés, l'expérience commune, la solidarité ouvrière en acte, l'intelligence collective en action ont constitué un outil efficace, une expérience humaine et militante inoubliable. Elle est le fruit du rejet massif du gouvernement et de sa politique, combiné à un nouvel essor des luttes et mouvement sociaux : luttes ouvrières et étudiantes, mouvement altermondialiste, mouvement féministe... Elle est aussi, spécialement à Rouen, le fruit de la présence à la SNCF, au centre de tri, à l'HP d'équipes syndicales et/ou politiques (souvent proches de la LCR) qui ont préparé et construit l'auto-organisation en étant capables de prendre des initiatives qui correspondaient au moment politique et au niveau de combativité.

Aujourd'hui, cette organisation démocratique reste la condition d'une mobilisation solide et durable, mais le scénario de 1995 n'est pas un modèle reproductible. Le courant significatif et implanté de militantEs anticapitalistes, en rupture avec le PS et le PCF, convaincuEs de la nécessité de la grève générale et de l'auto-organisation comme condition de sa réalisation, était largement un héritage de la période ouverte par Mai 68. Cette génération n'est plus dans les entreprises. Il faudra de nouvelles expériences pour forger de nouveaux outils.

Propos recueillis par Fabienne Dolet

Ce n'est que lorsque la classe ouvrière se trouve engagée dans un combat de très grande envergure — qui lui-même n'est possible que grâce au rôle relativement efficace de ses organisations — qu'elle peut dépasser positivement et non pas négativement, dans le sens du progrès et non dans celui du recul, l'insuffisance évidente de ses organisations bureaucratiques. La dialectique « classe-organisation » est donc en réalité beaucoup plus complexe que d'aucuns ne le soupçonnent. Elle ne rend possible le dépassement des grandes organisations de masse que par leur renforcement préalable et non par leur affaiblissement.

Ernest Mandel, « Les grèves belges : essai d'explication socio-économique », *les Temps modernes* n° 180, avril 1961, p. 1291-1310.

FÉMINISME

Une marche de nuit des plus invisibiliséEs

Lundi 6 mars à Paris, la marche de nuit féministe en non-mixité meufs-trans-PD-gouines a ouvert le bal d'une semaine de mobilisations historiques !

Comme toutes les veilles de 8 mars depuis plusieurs années, une marche de nuit était cette année appelée par l'Assemblée féministe Paris-Banlieue, qui envisage la grève féministe non seulement comme une grève dans le salariat mais aussi comme une grève de tous les aspects de la vie : celle du travail reproductif, des tâches domestiques, des soins, de l'éducation des enfants, etc. La volonté de prendre la rue de nuit envoie un signal fort : se réapproprié ces espaces qui ne sont pas des plus safe et dont les femmes et minoriséEs de genre doivent s'effacer.



NPA

Dans le contexte de la mobilisation massive contre la contre-réforme des retraites, avec appel de l'inter-syndicale à bloquer le pays le 7 mars, les féministes ont avancé la marche de nuit. Il leur tenait à cœur d'être au début d'une semaine de mobilisations qui s'annoncent fortes et déterminées. Plus de 7 000 militantEs ont défilé entre l'Opéra Garnier et l'Hôtel de ville.

Manifestation intersectionnelle

On le sait les femmes seront plus impactées par cette contre-réforme, mais le caractère intersectionnel de cette manifestation révèle l'inclusion et la visibilité dans le mouvement féministe des personnes LGBTI, raciséEs, en situation de handicap, précaires, travailleurEs du sexe, ainsi que de la solidarité à toutes les formes de résistance, aux peuples opprimés, notamment aux Palestiniens, et aux révoltes en cours (Iran, Kurdistan, Pérou...). Sans compter la radicalité des mots d'ordre.

Après des prises de parole de plusieurs collectifs, le flashmob des Rosies, une performance chorégraphiée des camarades iraniennes en solidarité avec la révolution en cours, les cortèges se sont élancés aux sons de slogans radicaux contre le gouvernement, le capitalisme, la police, les violences sexistes et sexuelles, et l'extrême droite, etc.

De « *Siammo tutti antifascisti* » à « *Jin, Jihan, Azadi* » en passant par « *Anticapitalistes ! Antipatriarcat !* » cette manifestation de femmes et LGBTI déterminées était aussi très festive, avec des chorales, une batucada et beaucoup de musique aussi, car danser = vivre ! Et le 8 mars, ça continue !

Diego Moustaki



NPA

ALENÇON « La direction veut faire travailler les conducteurs de bus sur 5 jours »

Les salariéEs des transports urbains de la Communauté urbaine d'Alençon (CUA), notamment des bus Alto, sont en grève depuis le 28 février contre un projet de réorganisation. Une grève reconduite chaque jour et qu'ils viennent de reconduire jusqu'au 10 mars. L'occasion de rencontrer **Olivier Paint**, délégué syndical CGT.

Peux-tu expliquer les raisons qui ont motivé cette grève dans les transports urbains de la Communauté urbaine d'Alençon ?

Depuis très très longtemps, nous n'avons eu aucune augmentation salariale, et aujourd'hui avec l'inflation et la hausse de tous les prix nous réclamons la hausse du point d'indice, qui rattrape au moins l'inflation, car nous avons des petits salaires... Nous voulons aussi conserver les 11 jours sans carence, que nous avons obtenus en 1991.

Le 2^e acquis que nous défendons, c'est la semaine de 4 jours. La direction veut nous faire travailler sur 5 jours. Cela impliquerait une amplitude horaire quotidienne quasi identique à celle que nous avons sur 4 jours, mais avec des coupures importantes. Une coupure de 6 heures pourrait avoir lieu dans une journée. Il faut savoir qu'un certain nombre de salariéEs ne vivent pas sur la CUA, et qu'ils et elles verraient encore moins leur famille, puisqu'ils et elles commenceraient tôt le matin et finiraient tard le soir.

Mais pourquoi toute cette réorganisation ?

Bretagne Flotte de pêche réduite, et l'emploi prend l'eau.

Samedi 25 février, plus de 600 personnes étaient réunies à Pont-l'Abbé (Finistère) contre la décision de l'État de casser des navires, dont 25 dans le seul Pays bigouden !

Plan de sortie de flotte : un nom ronflant pour une réalité qu'on essaye de faire oublier ! La décision de l'État est un énième plan de casse de la flotte de pêche française : 90 bateaux dont 45 bretons vont disparaître, cette fois à cause du Brexit, du coût exorbitant du gasoil, de la raréfaction de la ressource. Et ce n'est qu'un début, puisqu'en 2026, la pêche bretonne risque à nouveau de payer cash les conséquences d'une nouvelle diminution des autorisations de pêche dans les eaux britanniques.

Ce plan de casse ne règle en rien les problèmes structurels de la pêche. Pire, en l'absence de toute anticipation, il laisse présager un avenir sombre sur les ports bretons. Quid de la modernisation et de la décarbonation de la flotte ? Quid de la réflexion internationale nécessaire sur une pêche ou une aquaculture artisanale et responsable, alors que cette énième crise va concentrer les droits de pêche sur les unités restantes ? Quid du champ libre laissé à d'autres flottes, parfois pilleuses d'océans, pour lesquelles la gestion de la ressource halieutique n'est absolument pas une priorité ? Quid des efforts de gestion des ressources demandés aux pêcheries françaises alors même que dans les ports on laisse débarquer ou vendre le butin des razzias de ces pilleurs d'océans ? Ce plan est en premier lieu un plan de casse sociale sans accompagnement, 600 à



ConducteurEs de bus en grève à Alençon. DR

La direction veut mettre plus de bus tôt le matin, par exemple sur les lignes qui desservent les lycées, mais moins aux heures creuses, et cela à moyens humains constants.

Cette réorganisation aura sûrement des conséquences sur la population ?

Oui, cette réorganisation aura des conséquences, surtout pour une couche de la population pauvre qui n'a pas de voiture et qui est obligée d'utiliser les bus, et pour les personnes à mobilité réduite, les

personnes âgées. Mais aussi pour les femmes de ménage par exemple qui pour certaines prennent le bus afin de se rendre sur les différents lieux de leur activité professionnelle en cours de journée.

Le point le plus grave pour la population, avec la réorganisation des lignes, c'est que certains lieux ne seront plus desservis à certains moments de la journée : l'hôpital, la clinique, la mairie, la Cité administrative... De ce fait, ces personnes pourraient être obligées de faire appel à des taxis ; cela leur coûterait beaucoup plus

cher. À l'heure où on parle de crise écologique, de moins utiliser les voitures et donc de prendre les transports en commun, cette réorganisation est antiécologique !

Il faudrait donc augmenter le nombre de conducteurEs pour améliorer les transports ?

Oui, il faudrait augmenter le nombre de conducteurEs. Les transports sur la CUA sont une délégation de service public donnée par la CUA à Alto. C'est pourquoi nous avons déjà rencontré le responsable d'Alto pour lui présenter nos revendications tant sur nos conditions salariales que sur la qualité du service rendu à la population. Ce que nous avons aussi développé auprès d'un élu venu nous rencontrer.

Ne crois-tu pas qu'un retour à une régie intercommunale serait la meilleure solution pour vos salariéEs et pour la mise en place d'un véritable service public des transports sur la CUA de qualité ?

Sûrement... Alto, c'est Boubet, une entreprise implantée un peu partout en France, et eux ce qu'ils veulent, c'est faire du fric !

Propos recueillis par Christine C.

700 emplois vont disparaître, des emplois de marins, d'ouvrierEs, d'employéEs. Il va provoquer un séisme économique dans l'industrie, l'artisanat et le commerce local dont l'activité dépend directement ou indirectement de la pêche.

Comme d'habitude, comme dans les fermetures d'usines, dans le modèle capitaliste ce sont toujours celles et ceux d'en bas qui trinquent, qui paient le coût de la casse sociale. Une saignée de 600 à 700 emplois pour lesquels rien n'est prévu !

Correspondant

Bordeaux Soutien total au Planning familial contre les attaques réactionnaires.

Mercredi 1^{er} mars, nous étions nombreuxEux rue Eugène-Leroy à Bordeaux pour apporter notre soutien au Planning familial une nouvelle fois visé par l'extrême droite.

Pour la troisième fois en trois semaines, le groupuscule bordelais Action directe identitaire est venu taguer sur la façade du Planning familial des slogans contre le droit à l'avortement, contre la contraception masculine. Ce sont les mêmes qui avaient inscrit des propos racistes et haineux sur les murs de l'Asti (Association de solidarité avec tous les migrantEs) et de la mosquée Al-Houda quelques jours auparavant. Il y a quelques mois, l'extrême droite attaquait la Pride bordelaise, violentant des manifestants et en blessant six.

Alors oui, il y avait du monde au rassemblement devant le Planning, celles et ceux que l'on a l'habitude de voir : des militantEs syndicaux, associatifs, politiques de gauche, mais aussi, un peu plus surprenant, des élus municipaux de la majorité

présidentielle. Les mêmes qui actuellement soutiennent la contre-réforme des retraites qui va fragiliser encore les plus précaires et notamment les femmes qui occupent souvent les postes les moins payés.

Les mêmes que l'on n'a pas vus se mobiliser en 2021 juste à la sortie du confinement, lorsque l'ARS (agence régionale de santé), principal financeur du Planning familial, a baissé ses subventions de 9 000 euros, obligeant ce dernier à faire une campagne de dons afin de récolter 20 000 euros pour boucler son budget et continuer son travail d'accompagnement et de prévention.

Dans un climat général de reculs sociaux, d'attaques des plus précaires et des plus fragiles, il n'est pas très surprenant que les masculinistes, les LGBTIphobes et les réactionnaires en tout genre se sentent assez forts pour faire des actions contre des associations d'aide aux migrantEs, des locaux syndicaux, des CADA, des militantEs LGBTI des journalistes... Face à ces dangers, il est urgent de nous coordonner et d'amorcer un vrai mouvement pour combattre les idées réactionnaires.

Béatrice Walylo

Énergie Les salariéEs contre la casse de l'IRSN « quoi qu'il en coûte ».

Centrales nucléaires à bout de souffle, mal façonnés congénitaux de l'EPR, projet mortifère de décharge radioactive Cigéo, etc. Jour après jour, le nucléaire s'affirme de plus en plus dangereux.

Et plus encore depuis le diktat du conseil restreint de « politique nucléaire » du 3 février qui supprime l'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté

nucléaire), l'organisme de contrôle des 200 installations nucléaires françaises.

Profitant du bruit de fond sur les retraites, Macron pensait l'imposer au Parlement par un amendement surprise à la loi « d'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires ».

Pour les parlementaires, cet amendement ne coche aucune case de « 3 grands principes » à respecter : « *maintien des compétences* », « *séparation* » entre contrôle technique (IRSN) / décision administrative (ASN) et « *l'information, la transparence et le dialogue technique avec la société* ». Pire, il s'agit d'un retour 40 ans en arrière, du temps où le CEA était le contrôleur de l'industrie nucléaire et où le nuage radioactif de Tchernobyl s'était arrêté à la frontière. Finis les contrôles, finis les problèmes !

Cet enfumage n'a pas trompé les 1750 salariéEs de l'IRSN, pour la plupart ingénieurEs-chercheurEs rompus aux expertises des installations nucléaires. En lutte depuis le 8 février¹, 800 grévistes ont à nouveau manifesté le 28 février devant l'Assemblée.

Une mobilisation déterminée, avant comme après le 7 mars, qui fait douter la garde rapprochée de Macron : l'amendement a été « retiré avant discussion », simple manœuvre dilatoire. Laxiste sur la sûreté nucléaire comme Erdogan sur les normes de construction parasismique avant le séisme du 6 février, Macron n'a pas renoncé à son sinistre projet. Une logique minable qui fait monter d'un cran le risque d'accident nucléaire, refusée en bloc par les salariéEs de l'IRSN. Et ils ont bien raison !

Commission nationale écologie

1 - Voir l'Anticapitaliste n° 650 et n° 651.

PRESSE « Reconquête et l'extrême droite entendent développer une agitation permanente à partir de l'exemple de Callac »

L'Anticapitaliste a rencontré **Erwan Chartier-Le Floch**, rédacteur en chef du *Poher*, journal du Centre-Bretagne attaqué par l'extrême droite.



Que s'est-il passé avec le journal le Poher qui couvre le Centre Bretagne? Le *Poher* couvre l'actualité du Centre-Bretagne, il a donc relaté ce qui s'était passé lors des manifestations organisées à Callac par Reconquête et différents groupuscules d'extrême droite contre un projet d'accueil de réfugiés, porté par le fonds de dotation Merci. À l'issue de la deuxième manifestation, le 5 novembre, le rédacteur en chef qui prenait des photos en fin de manif, a été pris à partie par des jeunes militants identitaires. Il est vrai que, pendant le

rassemblement, ces derniers avaient sorti une banderole suprémaciste avec croix celtique... Quelques jours plus tard, la rédaction du journal a reçu par voie postale et de manière anonyme un article d'un site d'extrême droite, un article d'un monsieur Bernard Germain, candidat Reconquête à Lannion qui traitait les journalistes du *Poher* notamment de « collabos », avec une logorrhée facho qui n'est pas vraiment passée. Le journal a donc décidé de saisir la justice pour injures publiques et diffamation. C'est intéressant parce que

c'est une procédure plus simple et rapide que le pénal et que cela permet de taper ces organisations au portefeuille...

Et ensuite ?

L'assignation a été délivrée le lundi 30 janvier. Comme par hasard, le lendemain matin, je recevais un mail anonyme avec des gentilles comme « On va te crever et te jeter dans une fosse avec les négros que tu aimes tant »... Il y a eu d'autres messages et des appels téléphoniques, notamment une alerte à la bombe le 20 février. Cet automne,

des éluEs de Callac ont aussi reçu des menaces de mort de la part de l'extrême droite. En quelques mois, on en est à 12 plaintes à Callac, 4 à Carhaix avec le *Poher* et une plainte à Brest d'une journaliste de France 3 Bretagne. On vous passe les tombereaux d'insultes sur les sites Résistance républicaine et Riposte laïque...

Et maintenant ?

Pour Reconquête, le renoncement par la municipalité au projet d'accueil de réfugiés à Callac est une victoire symbolique. Ils veulent capitaliser. L'action en justice du *Poher* gâche un peu cette réussite, d'autant que l'équipe du journal a choisi de médiatiser les événements et de prendre à témoin la société bretonne. Par conséquent, le 25 février, il y avait 600 personnes (chiffre de la police) en soutien au *Poher* à Carhaix, alors qu'il n'y avait que 200 fachos contre un autre projet d'accueil de réfugiés à Saint-Brévin (44), commune où un rassemblement antifasciste a rassemblé 1200 personnes. Reconquête et l'extrême droite entendent développer une agitation permanente dans l'Hexagone à partir de l'exemple de Callac. Ils commencent à tracter dans d'autres communes bretonnes, comme Corlay (22). Cela montre qu'une mobilisation et une prise de conscience sont nécessaires pour ne pas leur laisser le terrain. **Propos recueillis par Matthieu Guillemot**

UNIVERSITÉS Prendre la mesure de l'ampleur de la détresse psychologique des étudiantEs

Plusieurs mois après les épisodes de confinement et de fermeture des universités, plusieurs études scientifiques viennent de paraître et de porter des conclusions particulièrement inquiétantes sur la santé mentale des étudiantEs.

En décembre, des chercheurEs du CNRS et de l'université de Lille publiaient une étude intitulée « Symptômes de santé mentale des étudiants universitaires 15 mois après le début de la pandémie de Covid-19 en France », étude effectuée sur près de 45 000 étudiantEs. Cette étude avance des proportions d'étudiantEs présentant des troubles psychologiques alarmants : 23,7% pour l'anxiété, 20,6% pour le stress, 15,4% pour la dépression et 13,8% pour les idées suicidaires. Les chercheurEs concluant par ailleurs que « la pandémie a pu avoir des conséquences durables sur la santé mentale des étudiants ». Si l'anxiété, le stress et la dépression ont pu diminuer quelques mois après les épisodes de confinement, les taux de prévalence restent supérieurs à la période pré-Covid. Quant aux idées suicidaires, la prévalence reste élevée également. Un étudiantE sur 55 présente les symptômes de stress post-traumatique.



Isolement, précarité et vulnérabilité

Les facteurs de ces troubles sont connus et identifiés : isolement, basculement des enseignements en distanciel, précarité financière, logement trop petit et insalubre. À cela s'ajoute aussi des facteurs

de vulnérabilité qui amplifient les risques : les femmes sont plus touchées ainsi que les personnes LGBTI, les étudiantEs étrangers, les plus pauvres. Pour des étudiantEs LGBTI, c'est le retour contraint dans la sphère familiale qui a aussi été source de violence et de troubles psychologiques.

Face à cette détresse et cette explosion des cas, les services de médecine préventive et les cellules handicap des universités sont trop sous-dotés pour accueillir et aider les étudiantEs correctement. Si la prévention des contaminations a été pertinente à un moment donné de l'épidémie,

celle-ci n'a pas été associée à une stratégie de prévention des risques psychologiques sur une population étudiante déjà largement vulnérable.

Service public de l'enseignement supérieur

Alors que, lors du premier confinement, les universités ont rouvert après les supermarchés, montrant ainsi le mépris gouvernemental pour la jeunesse, les pouvoirs publics n'ont pas pris la mesure de la détresse psychologique des étudiantEs. Quelques chèques psy, quelques embauches partielles et précaires de psychologues, mais des délais de rendez-vous toujours plus longs et des personnels désemparés. Pour faire face à cet enjeu, il faudra en premier lieu changer de paradigme face au handicap. Sa prise en charge ne peut se réduire à son acceptation simplement médicale, mais devenir une question sociale, traitée dans son ensemble et donc mobilisant l'ensemble des personnels et des étudiantEs. Mais pour cela, le gouvernement et le ministère doivent prendre la mesure de l'état de l'Enseignement supérieur à l'heure actuelle et réinvestir massivement dans ce service public. **Kevin (Rennes)**

JEUNESSE Vers la généralisation du SNU ?

Le SNU (service national universel), qui est un retour discret du service militaire, est en passe d'être généralisé.

Le SNU a été mis en place en 2019. Il consiste à regrouper des milliers de jeunes lors de « séjours de cohésion » (au programme : levée de drapeau, Marseillaise, garde-à-vous...), suivis d'une « mission d'intérêt général » (autrement dit, du travail déguisé en bénévolat). Pour le moment basé sur le volontariat, le SNU serait la voie permettant aux jeunes de « s'engager ». S'engager pour la patrie et pour l'armée, donc. Quid de l'engagement des jeunes, acteurEs des mobilisations climat ces dernières années, pour une planète vivable libérée de l'oppression capitaliste, raciste, sexiste et validiste ? Depuis l'annonce de sa mise en place, le SNU est largement critiqué et décrié.

Rendre le SNU obligatoire

D'après une note du ministère de l'Éducation nationale révélée par *Politix*, un nouveau projet autour du SNU consisterait à contraindre touTEs les élèves de seconde (et les élèves de première CAP) d'y passer 12 jours durant leur temps scolaire. Ce projet serait expérimenté dans six départements : le Cher, les Hautes-Alpes, les Vosges, le Finistère, la Dordogne et le Var, au sein desquels le SNU deviendrait donc obligatoire. Le coût serait de deux milliards d'euros annuels. L'objectif étant le suivant : rendre le SNU obligatoire, partout, d'ici 2026.



DR
Ne nous y trompons pas, le projet reste le même que celui du service militaire, quoique plus insidieux : embrigader la jeunesse, nous apprendre l'obéissance, la discipline et l'amour de la patrie. Cette normalisation de l'esprit militaire fait d'ailleurs écho au récent débat sur le port obligatoire de l'uniforme scolaire. Nous le savons, le manque de moyens liés à l'école, et les différentes contre-réformes comme celle des retraites ne nous offrent plus de perspectives d'avenir désirables. Dans ces conditions, et à un moment si crucial de notre développement, en pleine période scolaire, quel recul critique pourrions-nous avoir ?

Mise au pas généralisée ?

La jeunesse paie les frais des politiques antisociales des gouvernements successifs. Destruction du service public de l'éducation avec Parcoursup et la réforme du BAC, conditions d'enseignement et d'études dégradées, gratuité réelle de l'éducation non garantie... Dans ce contexte, la priorité du gouvernement pour la jeunesse scolarisée est bien claire : celle de la mise au pas généralisée. Pour le moment, le gouvernement n'a pas pris officiellement la parole pour détailler ou valider le projet. La prise de décision finale par Macron devait se faire en janvier, mais ne cesse d'être reportée. Nous nous doutons bien qu'en plein mouvement social historique contre la réforme des retraites, le gouvernement craint une explosion des colères. Donnons-leur raison : contre la militarisation et l'embrigadement, reste à construire une mobilisation d'ampleur contre le SNU !

Les Jeunesses anticapitalistes du NPA

Ford**Le « Colère Tour » : des échanges très politiques**

Le documentaire « Il nous reste la colère » réalisé par Jamila Jendari et Nicolas Beirnaert est très peu passé dans les salles depuis sa sortie le 7 décembre. On se rattrape avec les projections-rencontres-débats co-organisées par les salles de cinéma et des équipes militantes NPA, LFI, PG, Attac, AC! ou encore des syndicalistes CGT.

Comme de nombreux documentaires, les films de « lutte » sont l'occasion de se retrouver et de discuter sur nos histoires. En faisant vivre la mémoire d'une longue résistance contre une fermeture d'usine présentée comme inéluctable, il est important de transmettre une expérience, comme celles des Conti, des GM&S, des Fralib et de tant d'autres luttes ouvrières.



Il nous reste la colère. URBAN DISTRIBUTION

Histoires de résistance

Car la discussion ne s'arrête pas à des bons ou des mauvais souvenirs, à des constats plus ou moins amers. De ces luttes nous pouvons tirer les leçons, qui doivent aider à être plus efficaces par la suite. C'est d'ailleurs une question qui se pose : quelle peut être l'utilité de raconter une défaite de plus dans une période qui en comprenait déjà suffisamment ? Mais une défaite c'est toujours relatif, même si à la fin l'usine ferme. L'important reste qu'il y ait eu bataille collective, des années passées à réfléchir sur comment changer la donne, pour chercher des appuis et des solidarités, pour au bout tenter de bousculer les événements. Ce sont ces histoires de résistance qui font réagir et aident à discuter. Surtout maintenant en pleine bataille des retraites, durant ces semaines d'agitation sociale et de réflexion politique. C'est évident : les échanges qui suivent les projections du film sont amplifiés par les manifestations et les grèves. Les semaines précédant le début de la mobilisation, la projection du film devenait déjà un rendez-vous, comme une préparation psychologique, comme un besoin de s'assurer que nous pensions bien à la même chose, à cette nécessité de lutter et de riposter face aux attaques antisociales brutales. Tout en étant lucide sur le fait que nous subissons depuis trop longtemps un climat de résignation. Alors regarder un film qui vante une bataille, c'est l'occasion de se retrouver et de faire le point sur nos forces et nos faiblesses, sur nos perspectives.

Luttes politiques

Une lutte, n'importe laquelle, est un échantillon d'un combat plus global. Elle est de fait liée aux autres luttes. Celle de Ford terminée, on passe à la suivante, en essayant de gagner en expérience. Et plus on échange, plus on réfléchit, plus on peut prendre conscience que ces luttes sont politiques, qu'elles posent directement le problème d'une société d'exploitation et de domination qu'il faut changer radicalement, du combat entre la classe des opprimés contre celle des oppresseurs. Dans la lutte « Ford » étaient posées les questions de la réquisition, de la réappropriation et de la socialisation de l'outil de travail. Dans celle des retraites, c'est celle de se débarrasser des rapports de domination au travail, d'aller vers une économie sous contrôle public, sous contrôle de toutes celles et ceux qui produisent. Une lutte clairement politique et qui est depuis des semaines au cœur des échanges qui font suite aux projections.

Philippe Poutou

Meetings unitaires**Alençon mobilisée dans l'unité et sans concession**

Le 2 mars à Alençon, se tenait un meeting pour le retrait de la réforme des retraites organisé conjointement par le NPA avec les forces politiques de gauche locales.

La centaine de personnes présentes a apprécié la tenue de la réunion unitaire. Le public était dans l'ensemble un peu grisonnant, ce qui nous montre le travail à faire localement en direction des jeunes ! RESF a insisté sur les dangers de la loi Darmanin, et le Collectif des droits des Femmes 61 sur la dimension supplémentaire que prend cette année la grève féministe du 8 mars. Les présentEs, c'est-à-dire la députée PCF et NUPES, les représentants EÉLV, LFI et Pôle citoyen (structure politique de gauche locale) ont choisi d'aborder le meeting de manière thématique : jeunesse-travail-retraites, pauvreté et retraites, santé et travail, historique des réformes, organisation de la lutte, etc.

Points de convergence et lignes de partage

« On a terriblement besoin d'unité », a-t-on entendu lors de cette soirée. L'organisation et la tenue d'un meeting permet à la fois de montrer les points de convergence mais aussi les différences, fondamentales, de nos lignes politiques. C'est indiscutablement ce qu'a fait Christine



Poupin, notre porte-parole, dans son intervention. Outre qu'elle a rappelé que notre engagement dans cette lutte était porté par un autre projet de société, elle a été la plus combative et en prise avec le mouvement social. Cela a permis d'offrir une analyse et une perspective pour la construction des luttes, d'insister sur la nécessité du blocage du pays pour atteindre le niveau de rapport de forces nécessaire pour faire plier le gouvernement. En somme, « il faut convaincre qu'on peut gagner ».

Christine a été la plus applaudie, notamment en rappelant que les attaques contre les retraites c'est aussi la réforme Touraine. Elle a ajouté qu'au nombre des travailleurEs précaires, il ne faut pas oublier de nommer les travailleuses, que se battre contre le projet du gouvernement c'est se battre pour la retraite à 60 ans avec une cotisation à 37,5 annuités dans le public comme le privé. Car pour le NPA, la gauche de combat n'est pas qu'un slogan!

CorrespondantEs

Niort Une première depuis longtemps.

La Nupes, le NPA et Ensemble appelaient le 3 mars à une réunion publique unitaire contre la contre-réforme des retraites. Les manifestations ayant fait le plein ces dernières semaines (plus de 8000 personnes) dans les rues des villes des Deux-Sèvres, la gauche politique se devait de se faire elle aussi entendre. Plus de 80 personnes ont répondu à cet appel.

Afin d'éviter les redondances, les représentantEs des organisations s'étaient partagé les thèmes des interventions. Éric du NPA 79 « a ouvert le bal » et a rappelé que la Sécurité sociale et le système de retraite par répartition sont les fruits de luttes anciennes du monde du travail auxquels le patronat et la droite n'ont eu de cesse de s'opposer. Puis il a conclu sur la nécessité de mettre toutes nos forces dans la bataille de la grève générale.

Les intervenants suivants ont décortiqué les différents aspects de la contre-réforme. Un débat s'est ouvert ensuite avec de nombreux et riches échanges sur les perspectives de la mobilisation sociale mais aussi sur les accidents du travail ou l'arnaque de la participation et de l'intéressement. François Charon, candidat LFI/Nupes dans la circonscription de Niort en juin dernier, a conclu la soirée en renouvelant un appel à l'unité politique et syndicale. En résumé, une soirée réussie qui en appelle d'autres. On lâche rien!

Correspondant

Poitiers Salle comble pour défendre les retraites!

À l'initiative de la Nupes 86 et du NPA 86 était organisé le jeudi 2 mars à Poitiers un meeting pour montrer notre unité face à la contre-réforme des retraites du gouvernement Macron.

D'autres réunions publiques avaient été organisées dans le département (à Chauvigny, à Civray, à Vouillé). Des centaines de tracts et affiches ont été diffusées et collées. C'est au final dans une salle comble que plus de 250 personnes se sont réunies dans les salons de Blossac au centre ville. Deux militantes syndicalistes, à la FSU et à la CGT, ont animé avec brio la soirée : ouverture par une chorégraphie des Rosies, chants de slogans entre les interventions, prises de parole des femmes de ménage de la centrale de Civaux en grève depuis plus d'un mois et de l'interorganisation des jeunes en lutte. De quoi mettre en mouvement le public venu avec de nombreux drapeaux rouges, verts, violets et arc-en-ciel.

Plusieurs personnalités politiques se sont succédé à la tribune, dont Ian Brossat pour le PCF, Lisa Belluco pour EÉLV, mais aussi Rachel Keke pour LFI et Pauline Salingue pour le NPA qui, à elles deux, ont mis le feu

à la salle avec des discours radicaux et combatifs.

Ce meeting s'est conclu par une intervention très applaudie de Pauline Salingue, porte-parole du NPA, affirmant des mesures radicales comme la retraite à 60 ans à taux plein et avec 37,5 annuités, 55 ans pour les métiers pénibles... mais surtout en rappelant que c'est par la grève générale et reconductible que nous saurons gagner et retrouver une dignité populaire pour construire une alternative politique anticapitaliste. Elle a également rappelé l'importance de la convergence des luttes à l'approche du 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, date qui pourrait jouer un rôle clef et être un point de bascule dans la lutte actuelle.

Ce meeting a donné la pêche juste avant d'entamer une semaine de luttes et de grèves.

CorrespondantEs

Réunion publique**À Grenoble, un meeting du NPA réussi!**

Le NPA de Grenoble a été impacté de façon significative par la séparation de notre dernier congrès. Heureusement la période actuelle de mobilisation nous a permis de rebondir rapidement.

C'est dans ce contexte que nous avons souhaité tenir une réunion publique pour discuter non seulement du mouvement en cours mais aussi de notre projet écosocialiste. Une soixantaine de personnes ont participé à la réunion qui s'est tenue mercredi 1^{er} mars, dans une MJC d'un quartier populaire de Grenoble.

Des luttes locales à celle contre la réforme des retraites

Nous avons invité des acteurEs des luttes locales à intervenir : le collectif pour les transports gratuits, les Soulèvements de la terre sur les questions notamment de la gestion de l'eau, l'inter-collectif des écoles occupées de l'agglomération pour le logement de familles sans-abri et une gréviste d'un collège voisin

contre la suppression des moyens alloués à la rentrée prochaine dans les collèges des zones défavorisées. Notre porte-parole, Christine Poupin, a ensuite pris la parole mettant en relation notre intervention dans la lutte contre la réforme des retraites, les luttes locales, la nécessité de construire l'auto-organisation, et les perspectives plus globales sur notre projet de société

féministe, autogérée, antiraciste, écosocialiste...

Le débat avec la salle a enrichi le propos avec notamment l'intervention d'une participante à l'AG féministe de l'Isère (38) et s'est poursuivi autour d'un pot convivial et de discussions très concrètes sur les journées à venir... décisives pour la mobilisation.

CorrespondantEs

**Agenda**

Vendredi 10 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Angoulême. À 19 h, MJC de la Grande-Garenne, 17, rue Saint-Exupéry.

Vendredi 10 mars, réunion publique du NPA avec Olivier Besancenot, Vierzon. À 19 h, salle du Beffroi, rue de la Poterie.

Lundi 13 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Lille. À 12 h, à l'université, Campus de Pont-de-Bois, amph B4.

Lundi 13 mars, réunion publique du NPA avec nos porte-parole, Paris. À 19 h 30, à la Bellevilloise.

Jeudi 16 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Poitiers. À 20 h, salle Timbaud, rue Saint-Paul.

Vendredi 17 mars, Rencontres de La Brèche autour de l'économie politique, Paris 12^e. Rencontre avec la rédaction de la revue A-M-A' Contributions à la critique de l'économie politique, à 19 h à la librairie La Brèche, 27, rue Taine.

Mardi 21 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Nantes. À 20 h, salle Jules-Vallés, 15, rue de l'Héronnière.

Jeudi 23 mars, Rencontres de La Brèche avec Joseph Daher, Paris 12^e. Autour de Syrie, le martyr d'une révolution, aux Éditions Syllepse, à 19 h à La Brèche, 27 rue Taine.

Récit graphique

Ukraine, journal d'une invasion, d'Igort

Un récit-témoignage d'Igort, traduction de l'italien par Laurent Lombard, Éditions Futuropolis, 2023, 168 pages, 24 euros.

« Ils sont entrés. Les Russes sont entrés en Ukraine. » Une guerre commence fin février 2022. Dans ce récit des trois premiers mois, le peuple ukrainien subit l'invasion et résiste comme il peut. L'auteur Igort a vécu en Ukraine ; la famille de son épouse y vit toujours. Après avoir raconté les racines de ce conflit dans les Cahiers ukrainiens et les Cahiers russes¹, il donne ici une voix à ceux qu'en général on entend peu : les gens ordinaires victimes d'une guerre insensée et brutale. Une vie sous les bombardements, dans les villes assiégées... et puis la résistance, la détermination d'un peuple qui souffre mais ne cède pas.



les envies d'indépendance ukrainienne, les courtes hésitations du nationalisme ukrainien lors de l'invasion nazie symbolisée par l'ultra-nationaliste Bandera², prétexte 80 ans plus tard à la dénazification avancée par Poutine alors que les soldats ukrainiens de l'Armée rouge furent les plus nombreuses victimes de la guerre contre les nazis.

Un dessin âpre et réaliste
Cet album est un récit couché sur un cahier d'écolier, accompagné d'images qui témoignent de la détresse, de la violence, de la peur avec une grande variété graphique et des portraits marquants... Il y a des visages qui seront difficiles à oublier : Emilya, Evgenij, Anton, Yuri, Sveta, Masha, Jenia...

Peu de bulles mais des textes forts dans les cases pour accompagner les dessins d'un réalisme souvent âpre. Dessins réalisés aux crayons de couleur et à l'aquarelle mettant en scène des faits souvent insoutenables. Un album précieux pour la mémoire qui met en relief le regard hypocrite de celles et ceux qui ne veulent ni voir ni entendre le fracas des bombes sur les écoles et hôpitaux. Un album bouleversant et essentiel.

Sylvain Chardon
1 – Deux albums parus également chez Futuropolis.
2 – Stepan Andriïovytch Bandera, né le 1^{er} janvier 1909, fut un des dirigeants du nationalisme ukrainien et le chef de file de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN-B), à tendance extrémiste n'hésitant pas à collaborer avec les nazis avant de faire volte-face.

L'invasion russe vue du point de vue de «ceux d'en bas»
Poutine croit en une guerre éclair. En trois jours, il veut prendre Kiev, remplacer le gouvernement démocratiquement élu (avec 73% des voix) et ramener l'Ukraine dans le giron de la Grande Mère Russie. Une invasion imposante, une guerre à grande échelle qui aurait dû bouleverser l'Europe et la France. Poutine en a certainement informé ses « amis Macron et Scholz ». L'invasion des troupes russes (140 000 hommes) commence sur plusieurs fronts. L'Ukraine est attaquée par le nord, l'est, le sud. Igort montre sans faux-semblants la guerre subie par le peuple ukrainien, les civils, les gens ordinaires... Il montre leur peur, leurs malheurs mais aussi leur courage, leur solidarité, leur

résistance. Un récit fort construit à partir de témoignages directs recueillis par téléphone, appels de parents, proches ou amis, témoignages d'hommes et de femmes assiégés, inquiets, apeurés, désespérés. Des anonymes qui racontent leur quotidien. Les bombes qui ciblent des civils, les immeubles qui s'écroulent. Les cadavres gelés dans la neige. Comment se nourrir, trouver de l'argent, se déplacer ou mettre sa famille à l'abri ?

Des témoignages bruts éclairés par l'histoire
À l'image de ce qu'Igort a fait dans les Cahiers russes et ses premiers Cahiers ukrainiens, il remonte aussi dans le temps pour éclairer, comprendre, expliquer. Et du passé plus ou moins récent de la relation entre l'Ukraine et la Russie, Igort raconte tout, sans concession depuis les grandes famines de 1932 et 1933 (« Holodomor ») organisées par Staline pour calmer



L'Anticapitaliste
la revue
Le n° 143 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.
Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Manifeste

Il faut le dire de suite, pour éviter toute surprise, Guillaume Meurice l'humoriste spécialiste en micro-trottoirs radiophoniques n'a pas écrit ce livre pour rigoler. Ici pas de blague ou si peu. Non, au contraire, ici c'est du sérieux, avec des réflexions sur la société, sur quelques-uns de ses travers, sur pas mal de choses qui font de nos habitudes et de nos comportements des trucs pas terribles. Meurice revendique « sa médiocrité ». Cela peut paraître bizarre, mais c'est une manière de se démarquer de tout ce qui lui déplaît, de ce qu'il désapprouve ou dénonce. On se retrouve beaucoup dans cet éloge, on se comprend même plutôt bien... entre médiocres.

Sous-produits d'un capitalisme dominateur
Au fil des chapitres, l'auteur s'en prend à l'arrogance, à la suffisance, à l'élitisme, à la concurrence, aux sentiments de supériorité, à la volonté d'être au-dessus ou plus fort que les autres, ces « qualités » ne sont pas que des vilains défauts individuels, ce sont aussi – et surtout sans doute – les sous-produits d'un capitalisme dominateur, oppresseur et productiviste, d'un système qui semble ne jamais pouvoir ou vouloir s'arrêter, qui ne cesse d'accumuler toujours plus de richesses d'un côté et toujours plus de misère de l'autre, qui abîme,

Petit éloge de la médiocrité, de Guillaume Meurice

Éditions Les Pérégrines, 2023, 198 pages, 14 euros.

qui détruit toujours plus, les droits sociaux comme la planète. Globalement, Meurice dénonce les classements, les évaluations, la hiérarchie, les podiums, dans le sport comme dans la vie en général, cette obsession de soi, cette satanée croyance au génie, à cette recherche de l'excellence. Il ne s'agit pas vraiment d'une volonté mais d'une pression sociale, celle du regard et de l'exigence des autres. Comme si nous ne pouvions pas accepter tout modestement notre simplicité, notre banalité, notre « médiocrité ». Sans se prendre la tête, sans complexe.

Celles et ceux qui font fonctionner la société par leur travail
Le refus de se plier à un système de mise en concurrence les unEs contre les autres, cette aspiration à un monde plus collectif et plus solidaire, plus respectueux et plus soucieux de ce qui nous entoure, c'est finalement peut-être bien dans l'air du temps. En pleines batailles



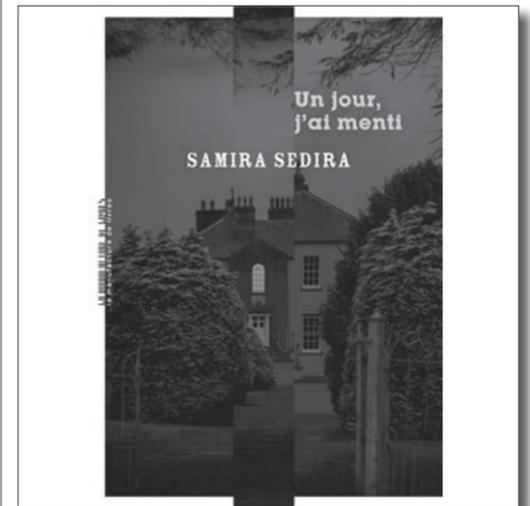
environnementales, comme celles contre les mégabassines ou contre les élevages intensifs ; en pleine bataille des retraites, pour refuser de travailler plus longtemps, en revendiquant carrément le droit à travailler moins – ce droit à la paresse – pour faire autre chose de sa vie que de la perdre dans des boulots à la con, avec cette dinguerie de valeur travail, qui n'a de

valeur que pour les exploités qui s'enrichissent du travail des autres. Du travail il en est question aussi dans le livre avec ces centaines de milliers de bénévoles qui font vivre les compétitions sportives et les festivals de musique, pendant qu'encore une fois des stars se gavent sans trop de scrupules. Bénévoles ou précaires, il est bien question de toutes ces personnes qui font fonctionner la société, au quotidien, par leur travail, rémunéré ou pas ou si peu, à toute cette classe sociale qui permet à d'autres de s'enrichir et à vivre au-dessus et sur leur dos. Au-delà de la critique de la société et des rapports humains actuels, il y a bien l'envie d'un autre monde, ce que Guillaume Meurice ne nomme pas forcément « espoir », qui serait une promesse dans une autre vie, un truc pas fait pour nous. En attendant, on a la preuve qu'il fait les manifestations contre Macron et son monde, car il le sait bien, tant qu'il y a de la lutte, il y a de l'espoir. **Philippe Poutou**

Roman

Un jour, j'ai menti, de Samira Sedira

Éditions La Manufacture de livres, 304 pages, 18,90 euros, en librairie le 9 mars 2023.



Roman très enlevé, tragédie moderne qui explore la question du mensonge, de l'usurpation... et de l'identité. Une écriture très charpentée mais fluide qui nous mène tambour battant au travers d'une histoire sombre portée par des personnages lumineuses. Pas d'hommes dans cette histoire, comme une évidence... pour paraître un 9 mars !

«Mère» Nikki
Qui est donc Nikki, personnage terriblement romanesque au cœur d'une légende ? Héroïne moderne de la lutte contre le mal-logement, icône de la cause des plus pauvres, cette femme charismatique tombe un jour de son piédestal : elle a menti ! Elle a endossé l'identité d'une femme du peuple alors qu'elle est fille de bourgeois. Démasquée, elle sombre en elle-même, malgré l'appui sans faille de son amie (?) Fanny. Luce, cinéaste, veut comprendre, et Jeanne, sa scénariste, voudrait bien saisir ce qui passionne Luce, son amie à l'instinct si sûr, dans cette affaire... N'aies crainte, lecteurE, tu sauras tout. La fin de l'ouvrage, qui survient beaucoup trop vite, nous livre, sinon la vérité, du moins un ensemble de faits qui permettent d'articuler un dénouement avec une appréciation sociale et morale de la situation. Mais...

Toutes les questions sont posées...
«Mentir sans profit ni préjudice de soi ni d'autrui n'est pas mentir : ce n'est pas mensonge, c'est fiction»¹. Selon cette acception, Nikki ne ment pas. Elle usurpe en revanche une identité qu'elle s'est taillée de toutes pièces. C'est cette révélation qui cause sa chute, mais pourquoi ? Pourquoi ce mensonge qui ne lui apporte rien ? Pourquoi le paye-t-elle aussi cher, alors que cela ne nuit aucunement à ceux qu'elle prétend soutenir et qui, nous en aurons la preuve, ne lui reprochent rien ? Pourquoi cette femme radieuse engendre-t-elle de telles inimitiés ? Et pourquoi ne se défend-elle même pas en invoquant ses raisons ? Comment se construit une identité, a fortiori celle d'unE personnage public, et qui a intérêt à la détruire ? Quel rapport avec la lutte des classes, avec la domination, avec leur morale (et la nôtre) ? La morale justement, dont Rousseau exempte certaines modalités du « mentir », n'est-elle pas ce qui torture Luce, sur laquelle Jeanne nous donne les éléments nécessaires à sa compréhension ? En quoi Fanny – pour Nikki – et Jeanne – pour Luce – sont-elles des révélatrices des petits arrangements avec la vérité dont nous sommes toutes et tous capables, quitte à ne s'en point relever...

Claude Moro
1 – Jean-Jacques Rousseau, *Rêveries du promeneur solitaire*. Quatrième promenade.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris – Tél. : 01 49 28 52 44
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

EN LIBRAIRIES Un « petit » candidat face aux « grands » médias

Une campagne présidentielle est un moment particulier dans la vie politique et le débat public, et un certain nombre de règles, plus ou moins compréhensibles et plus ou moins codifiées de manière objective, s'appliquent. Avant d'entrer dans le vif du sujet, un travail d'explication des règles de l'Arcom (Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique, ex-CSA) s'impose donc, qui permettra de comprendre quelles sont les conditions « légales » qui surdéterminent notre rapport aux médias.

L'équité sauce Arcom

Pour la campagne 2022, l'Arcom a déterminé trois périodes : « équité » (1^{er} janvier-7 mars), « équité renforcée » (8 mars-27 mars), « égalité » (28 mars-8 avril). Qu'est-ce que l'équité ? Interviewé sur France Info à ce propos le 3 janvier 2022, le président de l'Arcom, Roch-Olivier Maistre, dont le patronyme indique certainement une ascendance prolétarienne, expliquait : « Tous les candidats déclarés ou présumés doivent être traités de façon équitable ». Le temps de parole attribué à chaque candidat est ainsi calculé, toujours selon le président de l'Arcom, « en fonction du poids politique représenté par chacun de ces candidats, [...] en fonction des sondages, des résultats aux élections, de la dernière présidentielle et de toutes celles qui sont intervenues depuis, en fonction des dynamiques de campagne ». Un document de l'Arcom indique en outre que sera prise en compte la « contribution à l'animation du débat politique ». Diantre.

Une indigeste tambouille, basée sur des critères plus que douteux et pour le moins subjectifs (qu'est-ce donc que le « poids politique » ?), mais avec une logique générale aisément identifiable : si certains auraient naïvement pu croire que l'équité consistait à donner plus à celles et ceux qui ont moins, la règle est en réalité exactement l'inverse.

Le critère des sondages est probablement le plus caricatural : alors que l'on sait qu'une surmédiatisation entraîne quasi-mécaniquement, du moins dans la première partie d'une campagne, une montée dans les sondages, Roch-Olivier Maistre recommande de tenir compte des sondages pour distribuer le temps de parole. En résumé : plus tu es médiatisé, plus tu es haut dans les sondages, et plus tu es haut dans les sondages, plus tu es médiatisé. Et la même remarque pourrait être faite concernant la « contribution à l'animation du débat politique », qui ne se déroule pas que dans les médias mais qui repose en grande partie sur le fait que l'on soit — ou non — médiatisé. Plus tu en as, plus tu en as : c'est sans doute ce que les technocrates de l'Arcom considèrent comme un cercle vertueux...

Et ce qui devait arriver arriva, comme cela fut confirmé lors de la communication, mi-mars, des premiers chiffres des temps de parole effectifs des candidats et de leurs soutiens, pour la période du 1^{er} janvier au 7 mars, sur les radios nationales, les chaînes d'information et les chaînes généralistes. En tête, Emmanuel Macron, avec 158 heures et 34 minutes de temps de parole, suivi de près par Valérie Pécresse (158h29) et Marine Le Pen (151h39). Viennent ensuite Éric

Le 3 mars était le jour de sortie du livre « Un "petit" candidat face aux "grands" médias », publié aux éditions Libertalia par nos camarades Philippe Poutou, Julien Salingue et Béatrice Walylo. L'ouvrage revient sur le traitement médiatique et le rapport d'un candidat comme Philippe Poutou aux médias dominants, en s'appuyant sur l'expérience des campagnes de 2012, 2017 et — surtout — 2022. Nous en publions un extrait.



Zemmour (108 h 45), Jean-Luc Mélenchon (102h59), Yannick Jadot (70 h 36), Anne Hidalgo (55 h 34), etc., jusqu'au dernier du classement, un certain... Philippe Poutou, avec 6 heures et 52 minutes de temps de parole cumulé. L'important, c'est de participer ? [...]

On a grillé TF1

C'est d'ailleurs dans cette période d'« équité renforcée » que TF1 a pris la liberté d'organiser, le 14 mars 2022, une « soirée présidentielle » en présence de seulement huit des douze candidats, laissant sur la touche Nathalie Arthaud, Jean Lassalle, Nicolas Dupont-Aignan et Philippe Poutou. Une initiative qui a — un peu — fait polémique, dans la mesure où elle a été prise moins d'une semaine après la publication de la liste des douze candidats officiels par le Conseil constitutionnel, ce qui rendait d'autant plus visible l'inégalité de traitement entre « gros » et « petits ». Une initiative qui nous a agacés, et à propos de laquelle nous avons deux-trois choses à raconter. Quelques jours plus tôt, le vendredi 11 mars, alors que la soirée

était annoncée mais pas le fait que quatre candidatEs seraient recalés, le directeur du service politique de TF1/LCI a en effet pris contact avec nous, par SMS, probablement pour préparer le terrain. Nous étions sur la route de Montpellier où un meeting était organisé le soir, toujours un peu euphoriques après l'obtention des 500 parrainages et plusieurs initiatives publiques réussies dans la semaine :

« Bonjour, je suis Adrien Gindre, chef du service politique TF1/LCI. Je vous écris à propos de l'accès de Philippe Poutou à l'antenne de TF1. Nous traiterons bien sûr de sa campagne dans nos reportages ces prochains jours et prochaines semaines, dans le respect des règles de l'équité fixées par l'Arcom. Par ailleurs, vous serez les bienvenus sur le plateau du 20 h de TF1 dans la période d'égalité. Nous recevons les candidats entre le dimanche 3 avril et le vendredi 8 avril. N'hésitez pas à me dire si vous avez des indisponibilités sur cette période. Bien à vous. »

Saisissant la balle au bond et comprenant qu'il y avait anguille sous roche, nous en avons profité pour aller à la pêche aux informations quant à ce mystérieux plateau du 14 mars, à propos duquel une rumeur courait : seulement 11 candidatEs seraient invités. Et bien évidemment nous nous disions que l'exclu, c'était nous, et que le gentil monsieur de TF1 venait, avant que nous n'apprenions la mauvaise nouvelle dans la presse, nous rassurer en nous disant qu'il ne faudrait pas mal le prendre car il y aurait d'autres occasions, promis. D'où notre message :

« Bonjour, et merci pour les informations. Nous sommes à coup sûr indisponibles le 5 et le 7. Et certains d'être disponibles le 3 et très probablement le 4. J'en profite pour vous demander ce qu'il en est du lundi 14 mars, nous avons lu des choses diverses dans la presse quant à une

initiative de TF1 avec 11 candidats, mais n'avons pas été contactés à ce propos. Pouvez-vous nous éclairer ? Merci à vous. »

Ce qui a entraîné la réponse suivante : « Lundi soir il y a une émission avec des candidats qui bénéficient aux yeux de l'Arcom d'un crédit temps de parole plus important. Ils seront 8 à y participer. Pour autant, vous aurez bien sur TF1 un respect absolu des règles de l'équité telles que prévues par l'Arcom. D'où ma précision sur le fait que votre campagne apparaîtra bien dans nos journaux de 20 h. Et dans la période d'égalité une invitation sur le plateau de TF1. »

Message que nous avons reçu comme : désolé les enfants, mais avec votre forfait bloqué, vous n'avez pas assez de « crédit temps de parole » et vous ne pouvez donc pas être invités à notre soirée réservée aux grands. Mais n'avez aucune inquiétude, vous pourrez passer demain dans la journée et manger les restes, on n'est pas des monstres non plus.

Nous n'avons pas répondu. Enfin, pour être plus exact, nous n'avons pas répondu par SMS, mais par un tweet posté sur le compte de Philippe Poutou une poignée de minutes plus tard :

« Depuis quelques jours on entendait parler d'une soirée électorale sur TF1 le 14 mars "avec 11 candidats".

Scoop (1) : finalement il n'y aura pas 11 mais 8 candidats invités

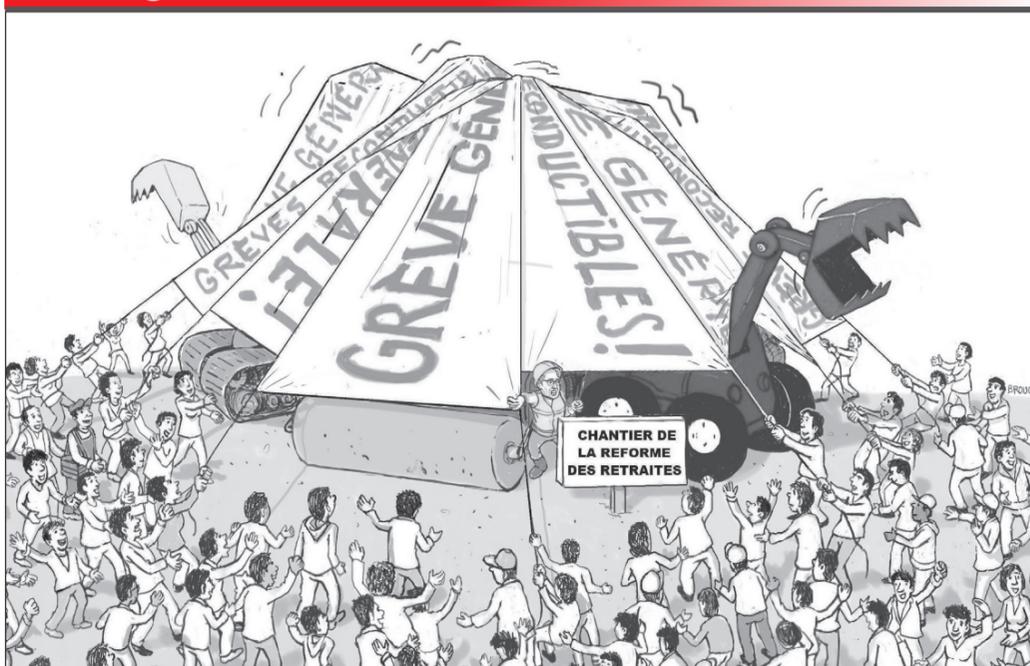
Scoop (2) : on n'est pas parmi les 8

Le débat démocratique c'est bien, mais c'est pas pour tout le monde. »

C'est d'ailleurs par ce tweet, particulièrement repris avec 35 000 likes et 10 000 retweets, que la nouvelle de l'exclusion de quatre candidatEs par TF1 a été rendue publique, avant même que la chaîne de Martin Bouygues ait eu le temps de faire sa communication.

La rumeur dit que, du côté de TF1, on nous en aurait voulu. Nous, on a trouvé ça plutôt drôle.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

HOMMAGE NATIONAL À GISÈLE HALIMI : POURQUOI CHOISIR N'Y PARTICIPERA PAS

« Monsieur le Président de la République, [...]

Le choix que vous opérez en organisant en dernière minute cet hommage national à la féministe Gisèle Halimi, ce 8 mars 2023, nous semble relever d'une instrumentalisation politique. Elle ne trompera personne.

En effet, la veille, votre contre-réforme des retraites, qui pénalise particulièrement les femmes, se sera heurtée à un mouvement de protestation massif dans tout le pays sous la forme d'une journée de grève reconductible. Et, le 8 mars, une grève des femmes prendra le relais pour dénoncer à son tour une réforme particulièrement injuste pour elles ainsi que l'a admis un de vos ministres, M. Riester, le 23 janvier dernier. [...]

Gisèle Halimi nous a quittés le 28 juillet 2020.

Depuis près de trois ans, vous n'avez cessé de vous défausser derrière une série d'excuses destinées à ne pas rendre hommage à l'avocate aux combats radicaux : luttes féministe, sociale, anticapitaliste, anticolonialiste, antiraciste, anti-impérialiste, cause palestinienne. Si l'on y ajoute sa condamnation de toutes les formes de violences policières, comme celle qui a marqué la répression du mouvement des gilets jaunes, Gisèle Halimi n'est pas exactement une féministe consensuelle. Nous avons pris notre parti de vos états d'âme.

Malgré toute l'admiration et la reconnaissance que nous avons pour notre fondatrice et notre amie, Gisèle Halimi, ce 8 mars 2023, Choisir la cause des femmes, son association, ne participera pas à votre cérémonie précipitée et au rabais. Ce 8 mars 2023, nous aurons d'autres choses à faire que de vous servir de caution féministe au moment où la France populaire, celle de la relégation sociale, celle des banlieues et des provinces que vous méprisez, se soulèvera contre le monde que vous incarnez.

Monsieur le Président de la République, ce 8 mars 2023, avec toutes les féministes, c'est Gisèle Halimi elle-même qui sera absente de votre hommage. »

Violaine Lucas, présidente de Choisir la cause des femmes

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	6 mois	1 an	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	<input type="checkbox"/> 35 €	<input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €	<input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 €	<input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire :